



Note d'orientation
Normes Environnementales et Sociales (NES) du PNUD

Procédure de Diagnostic Environnemental et Social (PDES)

Avertissement: Ce document a été traduit de l'anglais vers le français. En cas de divergence entre cette traduction et le document anglais original, le document anglais original prévaudra.

VERSION MISE À JOUR : JUILLET 2022

En vigueur à partir du 1er janvier 2021

Les nouveautés

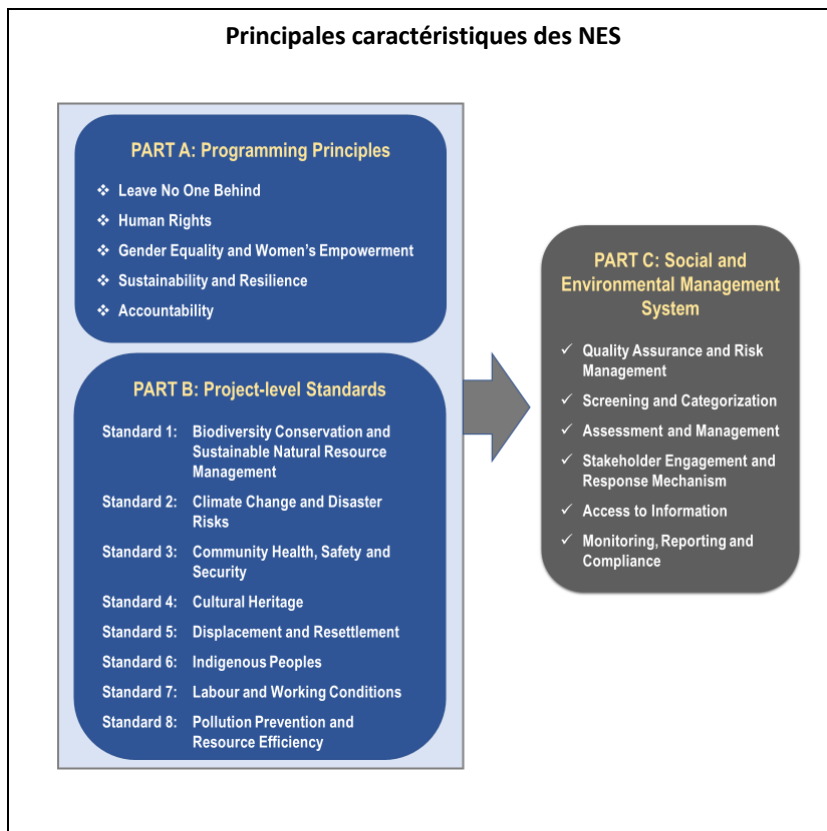
La mise à jour envisagée du Formulaire et de la note d'orientation de la Procédure de Diagnostic Environnemental et Social (PDES) porte principalement sur les révisions suivantes :

- ✓ Alignement du Formulaire de Diagnostic et de la note d'orientation sur l'avant-projet de révision des Normes Environnementales et Sociales (NES) du PNUD, ainsi que sur la note d'orientation actualisée du Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (anciennement PNUAD)
- ✓ Alignement avec la mise à jour de la politique du PNUD en matière de gestion des projets et programmes (PPM)
- ✓ Alignement avec la mise à jour de la politique de gestion du risque institutionnel (ERM) du PNUD, intégrant en particulier des changements quant aux descriptions et évaluations des risques sociaux et environnementaux
- ✓ Ajout d'une catégorie supplémentaire de projet à Risque « Substantiel » pour s'aligner sur la politique ERM
- ✓ Apport de conseils et recommandations sur la façon de répondre aux questions de la PDES dans le corps de la note d'orientation qui lui est relative, qui sera par la suite intégrée dans l'outil en ligne
- ✓ Ajout de conseils et recommandations supplémentaires sur la spécification des différents types d'évaluation et de plans de gestion nécessaires, par catégorie de risque et en fonction des Principes de programmation des NES, ainsi que des Normes au niveau des projets (Questions 5 et 6 de la PDES)
- ✓ Modification de la Question 5 du Formulaire de la PDES, afin que les examinateurs indiquent les grandes lignes des types d'évaluation et de plans de gestion nécessaires
- ✓ Reformulation de la Question 6 du Formulaire de la PDES pour affiner la description des évaluations et des mesures de gestion spécifiques au risque
- ✓ Simplification de la formulation des questions de la liste de contrôle des risques sur le plan social et environnemental
- ✓ Actualisation de la liste indicative des projets à Haut Risque (annexe 2)
- ✓ Juillet 2022 : *Une modification du niveau d'importance du risque lors de l'exercice de présomption*

Notes d'orientation du PNUD sur les Normes Environnementales et Sociales (NES)

La présente note d'orientation fait partie d'un ensemble de documents d'orientation opérationnelle relatifs aux [Normes environnementales et sociales \(NES\) du PNUD](#). Le PNUD cherche à (i) renforcer la qualité de la programmation en adoptant une approche fondée sur des Principes ; (ii) maximiser les opportunités et les bénéfices sociaux et environnementaux ; (iii) éviter l'impact négatif sur les personnes et l'environnement ; (iv) minimiser, atténuer et gérer leur impact négatif dans les cas où celui-ci ne peut être évité ; (v) renforcer les capacités des partenaires du PNUD en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux ; et (vi) garantir la participation réelle et effective des parties prenantes, y compris au moyen de mécanismes permettant de répondre aux plaintes des personnes affectées par un projet.

Les différentes notes d'orientation des NES sont conçues selon une structure similaire destinée à aider les utilisateurs à trouver des informations ou des orientations spécifiques (mise à part la note d'orientation de la PDES qui est consacrée aux étapes du processus d'évaluation). Ces notes d'orientation évolueront au fil du temps pour inclure des éléments spécifiques, relatifs à chacun des Principes de programmation des NES, chacune des Normes au niveau des projets, ainsi que des éléments du système de gestion environnementale et sociale (voir les principales caractéristiques des NES). La [Boîte à Outils relative aux NES](#) met à disposition en ligne les notes d'orientation et les documents d'appui.



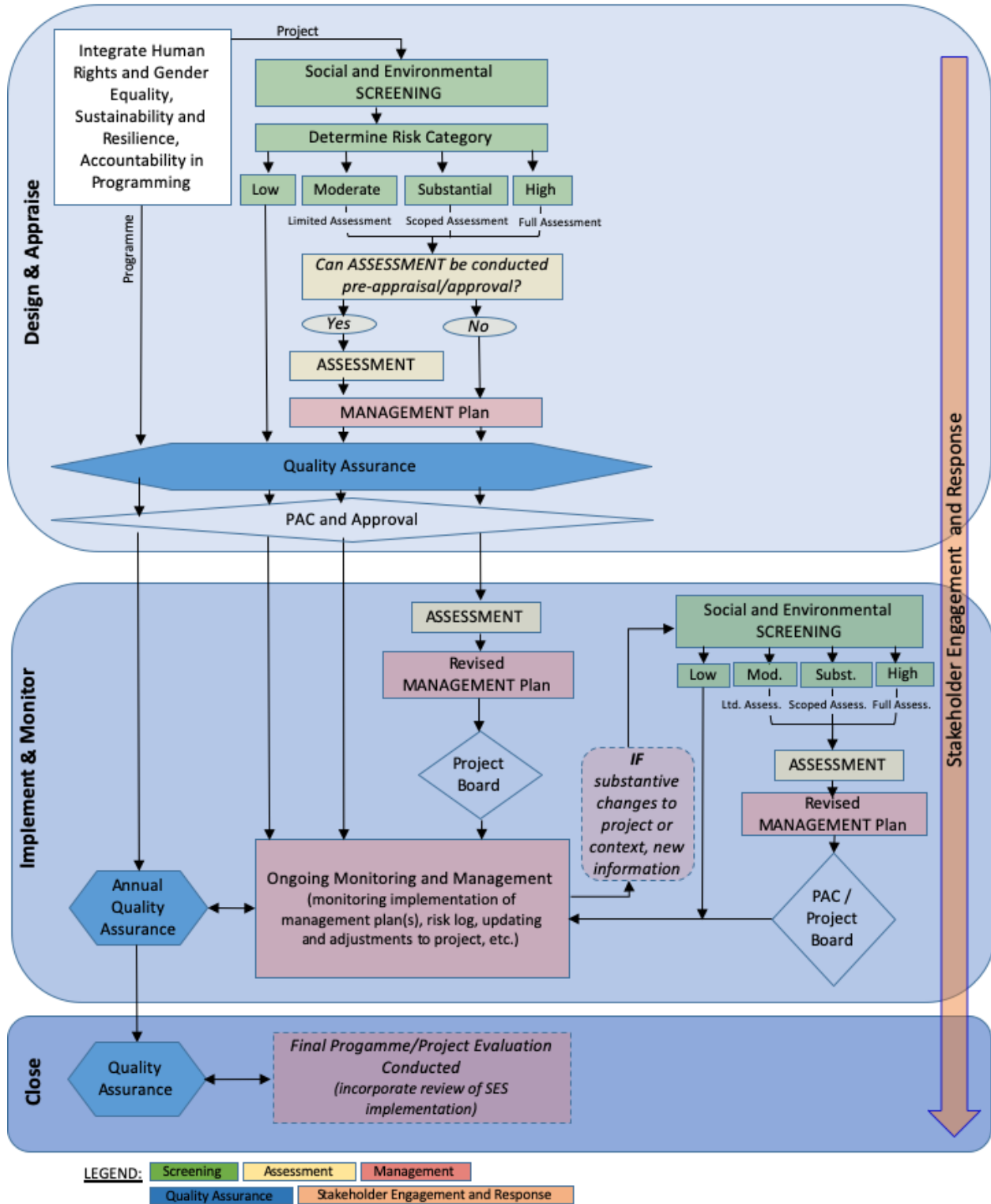
Comment utiliser cette note d'orientation

Ces notes d'orientation sur les NES sont destinées au personnel, aux consultants, aux parties prenantes et aux partenaires impliqués dans le développement, l'évaluation et la mise en œuvre de projets qui font référence aux NES du PNUD. Dans l'optique de faciliter l'utilisation de l'ensemble des directives relatives aux NES, les utilisateurs doivent comprendre que les notes d'orientation :

- sont structurées autour du processus de **Diagnostic, d'évaluation de l'impact social et environnemental, et de gestion** (suivi compris). Cette note d'orientation de la PDES porte sur le processus de Diagnostic ;
- facilitent la détermination de l'applicabilité des exigences pertinentes en matière de NES dans le cadre du processus de Diagnostic de tous les projets ;
- offrent des orientations supplémentaires pour les projets qui requièrent une évaluation et l'élaboration de mesures de gestion (c.-à-d. les projets présentant des Risques Modérés, Substantiels ou Hauts Risques liés à l'un des Principes ou l'une des Normes) ;

- constituent une ressource pratique pour la mise en œuvre des exigences relatives aux NES, afin de répondre aux impacts sociaux et environnementaux potentiels, dans le contexte du cycle du projet. La lecture complète n'est pas nécessaire, les utilisateurs pouvant sélectionner des informations spécifiques à leurs besoins ;
- complètent et développent les NES, qui doivent être lues conjointement avec les notes d'orientation (le contenu des NES n'est généralement pas répété dans les notes).
- continueront d'être développés au fur et à mesure que seront tirés les enseignements de la mise en œuvre. Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires à l'adresse suivante : info.ses@undp.org.

Figure 1. Mise en œuvre des NES - Détection, évaluation et gestion dans le cycle de programmation



Sommaire

Acronymes	7
I. Introduction	8
II. Exigences et processus en matière de Diagnostic	9
Quels sont les projets qui doivent être examinés ?	9
Comment le Diagnostic contribue-t-il à l'approche globale du PNUD en matière d'assurance qualité ?	10
Comment le Diagnostic contribue-t-il à la gestion des risques du projet ?	10
Qui est responsable du Diagnostic ?	11
Quand le Diagnostic a-t-il lieu ?	12
Où trouver d'autres orientations, outils et exemples de cas ?	14
III. Réalisation de la PDES.....	15
Question 1 : Comment le projet intègre-t-il les Principes de programmation des NES afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale ?.....	15
Question 2 : Quels sont les risques sociaux et environnementaux potentiels ?	18
Question 3 : Quelle est l'ampleur des risques sociaux et environnementaux potentiels ?	19
Question 4 : Quelle est la <i>Classification globale des risques</i> sociaux et environnementaux du projet ?	21
Question 5 : Sur la base des risques identifiés et de leur ampleur, quelles exigences des NES s'appliquent-elles ? ..	22
Projets à Faible Risque	23
Projets à Risque Modéré.....	23
Projets à Risque Substantiel.....	24
Projets à Haut Risque.....	24
État d'avancement des évaluations et des plans de gestion	24
Principes de programmation et Normes au niveau des projets	25
Question 6 : Décrire les mesures d'évaluation et de gestion pour tous les risques classifiés modérés, substantiels ou élevés	26
Signature du rapport de Diagnostic de l'impact environnemental et social de la PDES.....	26
Annexe 1 - Formulaire de Diagnostic de l'impact environnemental et social.....	27
Annexe 1 de la PDES - Liste de contrôle du Diagnostic préalable des risques sociaux et environnementaux	31
Annexe 2 - Liste indicative d'activités à Haut Risque social et environnemental	36

Acronymes

BPPS	Bureau des politiques et de l'appui aux programmes (selon les sigles en anglais)
BP	Bureau de Pays du PNUD
DPP	Document de Programme de Pays
MED	Modalité d'Exécution Directe
EIES	Évaluation de l'Impact Environnemental et Social
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
CPLÉ	Consentement Préalable, Libre et Éclairé
GES	Gaz à Effet de Serre
MR	Mécanisme de Recours
HRBA	Mode de programmation axé sur les droits de l'homme (selon les sigles en anglais)
CLEP	Comités Locaux d'Évaluation des Projets
MEN	Modalité d'Exécution Nationale
OAI	Bureau de l'audit et des enquêtes du PNUD (selon les sigles en anglais)
CEP	Comités d'Évaluation des Projets
QA	Assurance qualité (selon les sigles en anglais)
RBx	Bureaux régionaux (selon les sigles en anglais)
URNES	Unité chargée du Respect des Normes Environnementales et Sociales
NES	Normes Environnementales et Sociales
ESES	Évaluation Stratégique Environnementale et Sociale
PDES	Procédure de Diagnostic Environnemental et Social
MRPP	Mécanisme de Réponse aux Parties Prenantes
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le Développement durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
GCF	Fonds Vert pour le Climat (selon les sigles en anglais, Green Climate Fund)
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
ProDoc	Document de projet

I. Introduction

1. La durabilité environnementale et sociale est essentielle pour obtenir des résultats en matière de développement et doit être systématiquement intégrée aux cycles de gestion de projet et de programme du PNUD. [Les Normes environnementales et sociales \(NES\) du PNUD](#) sous-tendent et démontrent cet engagement. Les NES, en vigueur depuis le 1er janvier 2015, exigent que tous les programmes et projets du PNUD renforcent les opportunités et les avantages environnementaux et sociaux, et assurent que les risques et l'impact négatif sur le plan environnemental et social sont évités, minimisés et atténués.
2. Le Diagnostic et la Classification des projets sont les principales exigences des NES.¹ Le Diagnostic permet de déterminer les possibilités et les risques/impacts environnementaux et sociaux potentiels dans la conception et la mise en œuvre des projets. La Classification permet de refléter le niveau de révision et la quantité de ressources requises pour pallier ces impacts et ces risques.
3. La Procédure de Diagnostic des risques environnementaux et sociaux (PDES) du PNUD et la présente note d'orientation fournissent des orientations et des outils pour concevoir et mettre en œuvre des projets de haute qualité qui répondent aux exigences des NES. La PDES est composée d'une série de questions qui guident les Promoteurs de projets à travers un processus d'identification des opportunités et des risques environnementaux et sociaux potentiels liés à leurs activités, ainsi que des mesures de gestion des risques sur le plan social et environnemental.
4. Les **objectifs** de la PDES consistent à :
 - intégrer les Principes de programmation des NES afin de maximiser les opportunités et les bénéfices environnementaux et sociaux, et de renforcer la durabilité sur le plan social et environnemental ;
 - identifier les risques potentiels sur le plan social et environnemental et leur niveau d'importance ;
 - déterminer la catégorie de risque du projet (faible, modéré, substantiel, haut risque) ; et,
 - déterminer le niveau d'évaluation et de gestion de l'impact environnemental et social requis pour prendre les mesures nécessaires.

¹ Un autre domaine clé d'exécution des politiques est celui de la conformité, lequel influe sur le Diagnostic et la Classification par le personnel du PNUD. Le PNUD dispose d'un processus de Diagnostic de la conformité, l'[Unité chargée du respect des normes environnementales et sociales \(URNES\)](#), au sein du Bureau de l'Audit et des Enquêtes (OAI) - qui accepte les demandes d'enquête sur les violations présumées des engagements sociaux et environnementaux du PNUD, notamment l'engagement de l'organisation à appliquer les NES et la PDES. Le PNUD a par ailleurs mis en place un [Mécanisme de réponse aux parties prenantes](#) qui vise à faciliter le règlement des différends relatifs aux questions environnementales et sociales liées à un projet du PNUD. Le règlement des différends se fera principalement par l'intermédiaire des Bureaux de pays ou régionaux du PNUD. Un Bureau du siège de l'organisation appuiera ces démarches ou les dirigera le cas échéant.

II. Exigences et processus en matière de Diagnostic

Quels sont les projets qui doivent être examinés ?

5. Dans le cadre de son rôle en matière d'assurance qualité, le PNUD exige que les activités de projet mises en œuvre à l'aide de fonds transitant sur ses comptes respectent les NES, indépendamment de la modalité (ex. MEN, MED). Hormis quelques exceptions (détaillées ci-dessous), tous les projets proposés doivent faire l'objet d'un examen préalable – le Diagnostic Environnemental et Social.
6. La PDES s'applique à toutes les activités de développement qui ne figurent pas dans la liste des exemptions présentée ci-dessous. Cette liste couvre les « projets » soutenus par différents instruments d'exécution du PNUD, décrits dans le tableau suivant :

<i>Instruments de livraison standard</i>	<i>La PDES est applicable aux éléments suivants :</i>
Projets de développement	Document de projet
Mécanisme de participation	Plan de travail pluriannuel
Services de développement	Accord sur les services de développement
Autres instruments	
Portefeuilles de projets	Document de projet ; si plusieurs ProDocs, examinez chaque document
Plan d'initiation	Lorsqu'elle est utilisée pour lancer ou mener des activités de développement, la « Description des activités » doit être examinée

7. Les types de projets proposés suivants ne sont pas soumis à l'exigence de Diagnostic :
 - a. Les projets pour lesquels le PNUD joue uniquement le rôle d'agent administratif ;
 - b. L'élaboration et la diffusion de rapports, documents et matériel de communication ;
 - c. L'organisation d'événement, d'atelier, de formation ;²
 - d. Le renforcement des capacités des partenaires à participer aux négociations et conférences internationales ;
 - e. La coordination des partenariats (y compris la coordination des Nations Unies) et la gestion des réseaux ; et/ou
 - f. Les projets internationaux/régionaux sans activités au niveau des pays (par exemple, les activités telles que la gestion des connaissances, les processus intergouvernementaux) ;
 - g. Les projets portant sur l'efficacité du développement et sur l'efficacité institutionnelle.
8. Les critères d'exemption s'appliquent lorsqu'on considère l'ensemble de la portée d'un projet, et non pas seulement l'une de ses composantes. Pour les projets qui répondent aux critères d'exemption, les Promoteurs de projet doivent indiquer dans l'Outil de PDES que la Procédure n'est pas nécessaire, et en justifier la raison. L'exemption de la PDES est consignée dans l'outil d'évaluation de la qualité lors de la phase de conception du projet.

² Pour obtenir plus d'information sur les meilleures pratiques en matière d'organisation de réunions et de manifestations respectueuses de l'environnement et des aspects sociaux, voir le Guide des événements durables et le Guide des réunions écologiques du PNUD, disponibles à l'adresse suivante : <https://www.greeningtheblue.org/reports/green-meeting-guide-2009>.

9. Dans le cas des projets qui ne sont pas exemptés de l'exigence de la PDES, la totalité des activités du projet doit faire l'objet d'un Diagnostic. La plupart des projets du PNUD impliquent des partenaires qui apportent des contributions sous forme de ressources en nature ou de financements parallèles, et qui appliquent leurs propres politiques et procédures à la réalisation d'objectifs communs. Ainsi, bien que le PNUD ne garantisse pas le respect des NES au-delà des activités financées par l'intermédiaire de ses propres comptes, l'organisation passe en revue l'ensemble du projet pour vérifier qu'il est conforme aux exigences des NES.³ Il est important pour le PNUD d'examiner toutes les activités liées aux projets (y compris celles qui sont directement soutenues par les partenaires). Ceci pour s'assurer que les risques sociaux et environnementaux potentiels de ces activités ne compromettent pas les effets et les résultats des initiatives soutenues. Lorsque des risques sur le plan social et environnemental liés aux partenaires sont identifiés, le PNUD travaille avec le(s) partenaire(s) en question pour garantir une approche cohérente en matière d'atténuation et de gestion de ces risques.
10. Les projets peuvent comporter des interventions physiques et des activités sur le terrain (par exemple, des bâtiments, des routes, sur des zones protégées, des activités d'adaptation au climat, communément appelées activités « en aval ») ainsi qu'un soutien à la planification, des conseils stratégiques et un renforcement des capacités (communément appelés activités « en amont » qui peuvent présenter des risques essentiellement indirects, à long terme ou difficiles à identifier).
11. Les Promoteurs de projets doivent également se demander si les achats de biens et de services liés à leurs projets peuvent présenter des risques sur le plan social et environnemental. La Politique d'achats responsables du PNUD⁴ vise à maximiser les considérations environnementales, sociales et économiques dans le processus d'achat chaque fois que cela est possible. Les Conditions générales des contrats du PNUD incluent comme condition le respect des NES du PNUD.⁵

Comment le Diagnostic contribue-t-il à l'approche globale du PNUD en matière d'assurance qualité ?

12. L'approche du PNUD en matière d'assurance qualité des projets (AQ) implique l'examen de la qualité des projets afin de renforcer l'efficacité du développement. À chaque étape du projet, le système d'AQ demande qu'ils soient examinés selon sept critères de qualité : (1) stratégie, (2) pertinence, (3) fondé sur des *principes*, (4) gestion et suivi, (5) efficacité, (6) efficacité, et (7) durabilité et appropriation nationale.
13. La PDES aide le personnel du PNUD à garantir que le critère d'AQ correspondant aux Principes et Normes environnementales et sociales a été pris en compte dans la conception des projets. L'usage de l'outil PDES pour les projets qui le requièrent, est nécessaire en vue de l'agrément d'une note satisfaisante dans le cadre de l'examen de l'assurance qualité de l'évaluation du projet et de l'approbation du projet. Les résultats des révisions de l'AQ, y compris de la PDES, seront consignés dans le Système de planification de l'organisation pour chaque projet.

Comment le Diagnostic contribue-t-il à la gestion des risques du projet ?

14. La PDES amène les Promoteurs de projets à identifier les risques et les impacts sociaux et environnementaux potentiels liés au projet, et à mettre en place des mesures d'évaluation et de gestion à une échelle appropriée pour y faire face.

³ Tous les partenaires sont tenus de respecter leurs engagements respectifs pris dans le cadre de l'accord de partenariat (notamment dans le document de projet).

⁴ Voir [Politique du PNUD en matière de pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés](#).

⁵ Voir [Conditions générales des contrats du PNUD](#) (Septembre 2017), § 31.

15. La PDES est alignée avec la [politique de gestion du risque institutionnel \(ERM\) du PNUD](#). Les risques sociaux et environnementaux liés au projet et identifiés dans la PDES comme étant d'importance modérée, substantielle ou élevée doivent être consignés dans le Registre des risques du projet. Le Registre des risques sert à informer le Plan de suivi du projet, en assurant que ces risques sociaux et environnementaux sont correctement suivis et examinés pendant la mise en œuvre du projet.

Qui est responsable du Diagnostic ?

16. La mise en œuvre du Diagnostic demande la participation de plusieurs acteurs, cependant les principaux intervenants responsables sont listés ci-après:

- **Le Promoteur du projet** (« réalise ») : Le Promoteur du projet est chargé de la réalisation de la PDES lors de la phase de conception. Ce peut être un membre du personnel du PNUD ou une autre personne comme convenu par le Directeur du programme.
- **Le Contrôleur de l'assurance qualité (AQ)** (« vérifie ») : Le Contrôleur de l'AQ est le membre du personnel du PNUD qui est responsable du projet, généralement un Administrateur de programme de l'organisation. Il ne s'agit pas nécessairement du Promoteur/Directeur du projet et cette personne ne fait pas toujours partie de l'équipe du projet. Le Contrôleur de l'AQ vérifie que la procédure de Diagnostic de l'impact environnemental et social est menée de manière adéquate, et est soumise au Comité d'évaluation de projet (CEP). Le Contrôleur de l'AQ examine le respect des NES dans le cadre de la procédure d'AQ tout au long du cycle de vie du projet, notamment en s'assurant que la PDES est mise à jour pendant la mise en œuvre du projet, dans le cas de changement substantiel apporté au projet, ou dans le contexte du projet. Dans certains cas, le Contrôleur de l'AQ est aussi le Promoteur du projet.
- **L'Approbateur de l'AQ** (« valide ») : L'Approbateur de l'AQ est membre du personnel de direction des bureaux du PNUD. Il/Elle est chargé(e) de passer en revue et de valider les évaluations d'AQ du projet. C'est généralement le Directeur de Pays Adjoint (DPA), le Directeur de Pays (DP), le Représentant Résident Adjoint (RRA) ou le Représentant Résident (RR). L'Approbateur de l'AQ et le Contrôleur de l'AQ ne peuvent être la même personne.
- **Le Comité d'évaluation de projet (CEP)** (« passe en revue ») : Les membres du CEP participent aux réunions dudit Comité, et veillent à ce que le Diagnostic ait été réalisé, et les questions sociales et environnementales envisagées dans le cadre de la procédure d'évaluation. Le CEP passe en revue un projet et recommande son approbation, le cas échéant. L'équipe du CEP doit compter des points focaux pertinents (ex. spécialiste des questions autochtones, spécialiste du climat), en particulier pour les projets dont le Diagnostic a identifié d'éventuels risques sociaux et environnementaux d'importance potentielle modérée, substantielle ou élevée. Le Président du CEP est chargé de veiller à ce que les résultats de la PDES soient mis à la disposition des membres du Comité, et pris en compte dans la procédure d'évaluation.
- **Le Directeur du programme** (« approuve ») : Le Directeur du programme assume la responsabilité finale de l'autorisation des projets, et est donc redevable vis-à-vis de l'Administrateur du PNUD du respect intégral de la PDES et des NES au niveau des projets. Le Directeur du programme peut être le Représentant Résident, le Directeur du Bureau régional ou un autre Directeur de Bureau au siège pour les projets nationaux, régionaux ou mondiaux, respectivement.
- **Le Chef de projet** (« met en œuvre ») : Le Chef de projet est chargé de veiller à ce que les mesures de gestion identifiées sur le plan social et environnemental soient mises en œuvre et suivies tout au long de l'exécution du projet, et de mettre à jour la PDES et les mesures de gestion pertinentes en cas de

changements substantiels au projet ou dans le contexte du projet. Le Chef de projet peut être un membre du personnel du PNUD ou un Partenaire de mise en œuvre.

17. En outre, un soutien et une supervision sont assurés au niveau régional et au siège. [NB: Le plan d'activités décrira les fonctions de surveillance et de soutien]
18. Dans les cas de programmation conjointe et de partage des coûts, les homologues et partenaires nationaux doivent participer au processus de Diagnostic afin de promouvoir une approche globale de l'identification des opportunités et risques sur le plan social et environnemental. Le PNUD reste toutefois responsable de l'application de ses Normes Environnementales et Sociales (y compris la procédure de Diagnostic) pour les activités de projet mises en œuvre à l'aide de fonds qui transitent par ses comptes.

Quand le Diagnostic a-t-il lieu ?

19. La PDES doit servir d'outil de conception et d'évaluation, de manière **itérative**, et dès les premières étapes de la préparation d'un projet. La Procédure guide les Promoteurs de projets à travers un processus d'identification des opportunités et des risques environnementaux et sociaux potentiels qui en dérivent, et des mesures de gestion de ces risques. La figure 1, au début de cette note d'orientation, illustre le déroulement du Diagnostic, de l'évaluation et de la gestion tout au long du cycle du projet.
20. Comme indiqué ci-dessous, le Diagnostic intervient à différentes étapes du cycle du projet. La figure 2 en résume les principales étapes à différentes phases du projet.
21. **Le Diagnostic préalable** de la note conceptuelle⁶ (le cas échéant) et des premières ébauches du Document de projet contribuera à garantir que les questions de durabilité sociale et environnementale sont prises en compte et intégrées dans la définition et conception d'un projet, renforçant par là même sa qualité. Un examen dès le départ permettra d'anticiper la meilleure manière d'aborder la politique et les Principes généraux des NES et, le cas échéant, les Normes applicables au niveau des projets, dans la phase de conception.
22. Dans le cadre du processus de Diagnostic préalable, une réunion préliminaire du CEP peut être convoquée afin d'aborder des questions sociales et environnementales complexes, consulter des spécialistes internes ou externes pour obtenir des conseils, et identifier des mesures permettant de préparer le projet en vue de son évaluation complète. Les propositions de projet devant être soumises aux partenaires de financement, aux fonds verticaux pour l'environnement tels que le FEM et le GCF, et les fonds d'affectation spéciale, doivent également être soumis à un examen préalable avant d'être transmis.
23. Pour les projets identifiés comme présentant un risque Modéré, Substantiel ou Haut Risque sur le plan social et environnemental, une évaluation sociale et environnementale complémentaire doit être menée dans le cadre de la préparation du projet pour influencer sa conception. Dans les cas où une évaluation complémentaire demande un investissement initial durant la conception du projet, les ressources financières requises doivent être intégrées dans un plan d'initiation du projet, et soumises à un CEP (voir § 60).
24. Dans certains cas, des évaluations devront être menées durant la mise en œuvre du projet, en tant que produit ou activité clé. **Toutefois, aucune activité risquant d'avoir un impact négatif sur le plan social et environnemental ne doit être mise en œuvre avant que les évaluations ne soient achevées et les mesures d'atténuation ou de gestion ne soient adoptées.** Les activités qui ne peuvent débiter que lorsque les évaluations sont achevées doivent être clairement identifiées dans la PDES et consignées dans

⁶ Tous les projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (Fonds d'affectation spéciale du FEM, FPMA, FSCC) doivent faire l'objet d'une présélection du FIP. Cette présélection doit être approuvée par l'Unité PNUD-FEM avant que le FIP ne soit soumis au FEM pour examen.

le Document de projet. Pour obtenir de plus amples informations, voir la [Note d'orientation sur les NES relative à l'évaluation et la gestion de l'impact environnemental et social](#).

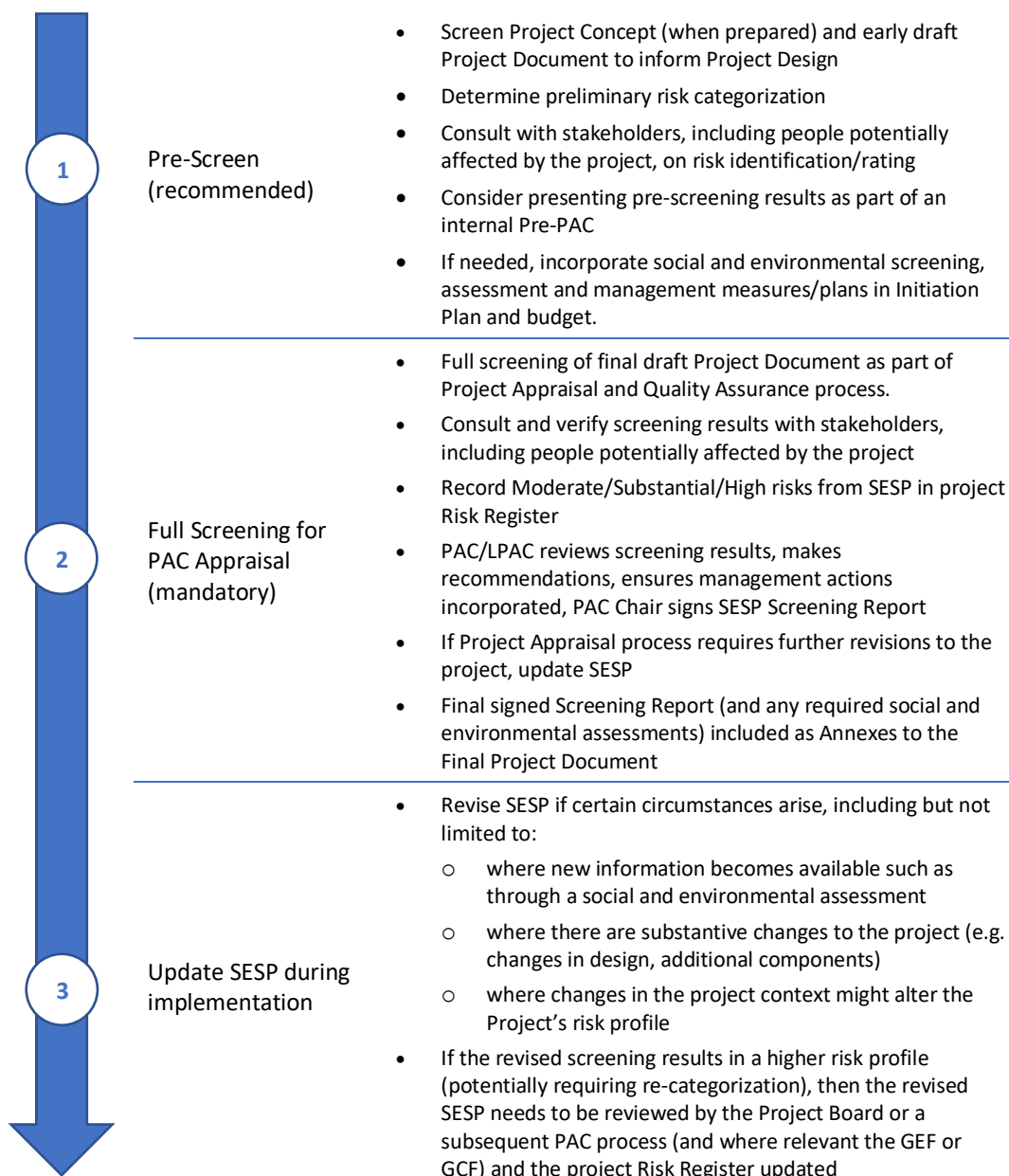
25. **Le Diagnostic complet du Document de projet à l'étape de la conception** doit être effectué avant l'évaluation du projet par le Comité d'évaluation des projets (CEP) et son approbation finale. Étant donné que le Diagnostic final intervient à la fin du processus de conception, il servira principalement à évaluer les informations et éléments de conception nouveaux, survenus depuis le Diagnostic préliminaire, et à documenter comment le projet a intégré les exigences des NES identifiées précédemment, y compris les mesures d'évaluation et de gestion pertinentes.
26. Bien que le processus de Diagnostic ait lieu pendant l'étape de conception et d'élaboration des projets, dans le cadre d'un bon processus de planification, la mise en œuvre et le suivi des mesures de gestion et d'atténuation des risques identifiées doivent se poursuivre tout au long du cycle de vie.
27. Certaines circonstances exigent, **au cours de la mise en œuvre du projet**, la révision du Diagnostic effectué durant l'étape de conception. Mentionnons, entre autres, les raisons suivantes : a) la mise à disposition de nouvelles informations, par exemple à la suite d'une évaluation sociale et environnementale, b) des modifications importantes apportées au projet (par exemple, modifications de la conception, éléments supplémentaires), ou c) des changements dans le contexte du projet⁷ sont susceptibles de modifier son profil de risque.⁸ Si le Diagnostic révisé entraîne une Classification des risques plus élevée, alors la version actualisée de la PDES doit être examinée par le Comité de gestion de projet ou par un processus subséquent mené par le CEP (et, le cas échéant, par le FEM ou le GCF⁹). Le Registre des risques du projet doit être mis à jour en conséquence.

⁷ À titre d'exemple, un conflit, une migration massive, une catastrophe naturelle ou la découverte d'un patrimoine culturel ou naturel non reconnu ou non documenté dans la zone touchée par le projet.

⁸ Le profil de risque du projet est compris ici comme la description des risques sociaux et environnementaux qui ont été identifiés dans le cadre de la PDES et dans le Document de projet.

⁹ Veuillez contacter l'Unité PNUD-FEM pour obtenir de plus amples informations.

Figure 2. Principales étapes de la PDES pendant le cycle du projet



Où trouver d'autres orientations, outils et exemples de cas ?

28. L'outil PDES, avec des indications intégrées, est disponible à l'adresse suivante : [\[https://info.undp.org/sites/bpps/SES_Toolkit/Pages/Homepage.aspx\]](https://info.undp.org/sites/bpps/SES_Toolkit/Pages/Homepage.aspx).

29. Des orientations, outils et études de cas, y compris des exemples de Formulaire de la PDES complétés, seront mis à disposition en ligne dans la [Boîte à Outils relative aux NES](#).

III. Réalisation de la Procédure de Diagnostic Environnemental et Social

30. [L'outil PDES](#) guide les utilisateurs tout au long du processus de Diagnostic afin de garantir que les objectifs de la Procédure soient atteints, et que les conclusions et les décisions finales soient effectivement documentées. Le fait de renseigner et compléter l'outil PDES aboutit à la production d'un rapport de Diagnostic de l'impact environnemental et social, à joindre en **annexe au Document de projet**. En outre, les résultats du Diagnostic **renseignent directement le Registre des risques du projet**. L'Encadré 1 présente un aperçu des questions d'orientation de la PDES.

31. Les projets présentant des risques et des impacts sociaux et environnementaux potentiellement conséquents exigent généralement la participation d'experts compétents. Dans tous les cas, le Diagnostic doit être partagé et approfondi en consultation avec les parties prenantes du projet, en particulier celles qui peuvent être touchées par les activités du projet. Des visites de site peuvent s'avérer nécessaires pour finaliser le Diagnostic.

32. Les paragraphes suivants fournissent des conseils sur la manière de répondre aux six questions de l'outil PDES.

Encadré 1 : Composantes de la PDES

Partie A – Intégrer les Principes de programmation des NES

Question 1 : Comment le projet intègre-t-il les Principes de programmation pour renforcer la durabilité sociale et environnementale ?

Partie B – Identifier et gérer les risques sociaux et environnementaux

Question 2 : Quels sont les risques sociaux et environnementaux potentiels ?

Question 3 : Quelle est l'ampleur des risques identifiés ?

Question 4 : Quelle est la Classification globale des risques sociaux et environnementaux du projet ?
(Faible/Modéré/Substantiel/Haut)

Question 5 : Sur la base des risques identifiés et de la Classification des risques, quelles exigences des NES s'appliquent ?

Question 6 : Décrire les mesures d'évaluation et de gestion de l'impact environnemental et social pour tous les risques classifiés modérés, substantiels ou hauts risques et leur état

Question 1 : Comment le projet intègre-t-il les Principes de programmation des NES afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale ?

33. Les NES et la PDES appliquent non seulement un principe d'innocuité, mais aussi une approche axée sur l'amélioration de la qualité pour renforcer la durabilité sociale et environnementale des programmes du PNUD. La PDES fournit au PNUD un outil qui aide non seulement au Diagnostic des risques, mais également à envisager et documenter de manière exhaustive la manière dont la politique et les Principes généraux des NES sont intégrés à la conception du projet.
34. La Question 1 vise à contribuer à l'identification et la documentation de la manière dont les éléments clés des Principes de programmation des NES - (1) ne laisser personne de côté ; (2) les droits de l'homme ; (3) l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes ; (4) la durabilité et la résilience ; et (5) la responsabilisation - ont été traités par le projet, dans le but d'améliorer la durabilité sociale et environnementale. Cette première question n'a clairement pas pour objet d'identifier les éventuels risques sociaux et environnementaux (abordés dans les questions 2 à 6 du Formulaire, dédiées aux

risques). En revanche, les 5 questions de la partie A du Formulaire de Diagnostic, qui déclinent la Question 1 Principe par Principe, aident à garantir que les possibilités de promotion de la durabilité sociale et environnementale ont été correctement prises en compte lors de l'élaboration des projets. Ces derniers peuvent d'ores et déjà inclure des mesures conçues pour appuyer les efforts des gouvernements visant à améliorer le respect des droits de l'homme, l'égalité hommes-femmes, la résilience, la durabilité et la responsabilisation, ou des mesures supplémentaires qui seraient identifiées au cours du processus de Diagnostic ; qui doivent toutes être mentionnées à cette étape à titre de preuve et justification.

35. La description de la manière dont les Principes de programmation ont été intégrés doit brièvement mentionner tout soutien, apporté de manière ciblée dans le cadre du projet, dont le but d'assurer que personne n'est laissé de côté, que les droits de l'homme et l'égalité hommes-femmes sont mis en avant, que la durabilité et la résilience sont renforcées, et que la responsabilisation est assurée. Elle doit également rendre compte des possibilités identifiées ou mesures proposées dans l'objectif d'intégrer pleinement ces Principes dans toutes les dimensions du projet. L'outil PDES et le Formulaire joint à cette note d'orientation proposent diverses indications et questions à considérer dans cette section. Le tableau 1 donne un aperçu des types de problématiques qui peuvent être abordées à travers la Question 1.

Tableau 1. Problématiques à traiter dans le cadre de la Question 1 de la PDES

QUESTION 1 : Comment le projet intègre-t-il les Principes de programmation afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale ?
<i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet intègre l'approche axée sur les droits de l'homme¹⁰</i>
<p><i>Par exemple, décrire la manière dont la conception du projet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Tient compte de la question des droits de l'homme, notamment des mécanismes de protection des droits de l'Homme de l'ONU (organes conventionnels des droits de l'homme, examen périodique universel, procédures spéciales).</i> <i>Comprend des mesures permettant d'aider le gouvernement à réaliser (respecter, protéger, remplir) les droits de l'homme en vertu du droit international, et à mettre en œuvre les règles relatives aux droits de l'homme dans la législation nationale (en s'alignant sur le cadre d'exigence le plus strict).</i> <i>Renforce la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des prestations et des services destinés aux personnes et groupes potentiellement marginalisés, et favorise leur inclusion dans les processus de prise de décisions qui peuvent les affecter (en conformité avec le principe des droits de l'homme relatif à la non-discrimination et l'égalité).¹¹</i>

¹⁰ La Déclaration de l'ONU relative à la position commune sur l'approche fondée sur les droits de l'homme dans le domaine de la coopération pour le développement (Position commune de l'ONU) vise à garantir que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies appliquent une approche homogène axée sur les droits de l'homme aux processus de programmation communs au niveau mondial et régional, et particulièrement au niveau des pays pour qui concerne les BCP et le PNUAD. La Position commune relève que :

- Tous les programmes, toutes les politiques et toute l'assistance technique au service de la coopération pour le développement devraient promouvoir la réalisation des droits de l'homme, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les autres instruments internationaux qui s'y réfèrent;
- Les normes relatives aux droits de l'homme contenues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et autres instruments internationaux qui s'y réfèrent, ainsi que les principes qui découlent de cette déclaration et de ces instruments, doivent guider toutes les activités de coopération et de programmation pour le développement, dans tous les secteurs et toutes les phases de programmation ;
- La coopération pour le développement contribue au renforcement des capacités des « détenteurs de devoirs » de s'acquitter de leurs obligations et/ou des « titulaires de droits » de faire valoir ceux-ci.

De plus amples informations sont disponibles sur <https://hrbportal.undg.org/the-human-rights-based-approach-to-development-cooperation-towards-a-common-understanding-among-un-agencies>.

¹¹ Les motifs de discrimination proscrits comprennent l'origine, l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge, la langue, le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la religion, les convictions politiques ou autres opinions, l'origine nationale, sociale ou

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Prévoit des aménagements raisonnables¹² pour renforcer l'inclusion des personnes handicapées et leur capacité d'accès aux avantages et services du projet.</i>
<p><i>Décrivez brièvement dans l'espace ci-dessous la manière dont le projet est susceptible de favoriser l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes</i></p>
<p><i>Par exemple, décrire la manière dont la conception du projet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Bénéficie des contributions de spécialistes des questions de genre et de l'analyse de la disparité entre les hommes et les femmes</i> • <i>Applique un processus de participation, concret et adapté, visant à encourager les femmes à s'exprimer</i> • <i>Inclut une analyse des inégalités entre hommes et femmes dans la section consacrée à la justification du projet, et exprime clairement la manière dont le PNUD favorisera les changements en ce qui concerne l'égalité de genre</i> • <i>Intègre des données différenciées par sexe et âge, des statistiques ventilées par identité de genre, ainsi que des indicateurs spécifiques et mesurables concernant l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes</i> • <i>Garantit que le cadre de résultats comprend : (a) des mesures/résultats spécifiques et (b) des indicateurs permettant d'aborder les problèmes d'inégalité entre les genres.</i> • <i>Identifie des contraintes culturelles, sociales, religieuses ou autres à la participation potentielle des femmes et des stratégies pour les surmonter.</i> • <i>Garantit que le projet est classé 3 ou 2 dans le système de repérage des activités contribuant à l'égalité des sexes (Gender Marker) ATLAS.</i> • <i>Cherche à prévenir la violence fondée sur le genre (VFG).</i>
<p><i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet intègre la durabilité environnementale et la résilience</i></p>
<p><i>Par exemple, décrire la manière dont la conception du projet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Réduit les vulnérabilités et renforce la résilience des communautés aux chocs, aux situations d'urgence, aux conflits, aux impacts anticipés des changements climatiques, aux risques de catastrophe</i> • <i>Encourage le développement fondé sur l'appréhension des risques, s'appuyant sur des informations qui facilitent la capacité d'agir, sur des systèmes d'alerte rapide, sur le renforcement des capacités et du niveau de préparation</i> • <i>Soutient la mise en œuvre des opportunités et risques en matière de durabilité environnementale et de résilience, identifiés dans le Cadre de coopération, l'analyse du pays et/ou les engagements du pays en vertu d'accords internationaux</i> • <i>Renforce les capacités de gestion environnementale des partenaires dans les pays</i> • <i>Aborde les liens entre l'environnement et le développement (ex. lien entre pauvreté et environnement, dimensions environnementales de la prévention des catastrophes et des crises).</i> • <i>Applique une approche de précaution en ce qui concerne la conservation des ressources naturelles.¹³</i>
<p><i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet renforce la responsabilisation envers les parties prenantes</i></p>

géographique, la fortune, la naissance ou une autre condition, y compris celle de personne autochtone ou membre d'une minorité. Toute référence aux « femmes et hommes », ou à un terme similaire, est comprise comme incluant les femmes et les hommes, les garçons et les filles, et d'autres groupes discriminés sur la base de leur orientation sexuelle, tels que les personnes transgenres et les transsexuels.

¹² L'article 2 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées définit l'aménagement raisonnable comme étant l'ensemble des « modifications et ajustements nécessaires et appropriés n'imposant pas de charge disproportionnée ou induite, en fonction des besoins dans une situation donnée, pour assurer aux personnes handicapées la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales ».

¹³ Voir le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, (1992) qui fait remarquer que l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir les graves risques de dégradation de l'environnement.

- Favorise la participation significative et l'inclusion de toutes les parties prenantes, y compris les individus et groupes marginalisés, dans des processus qui peuvent les affecter, notamment la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet, par exemple au moyen du renforcement des capacités, la création d'un environnement propice à la participation, etc. (en conformité avec le principe des droits de l'homme relatif à la participation et l'inclusion).
- Donne, ou contribue à donner, aux communautés locales et aux populations touchées, des moyens réels pour soulever des préoccupations et/ou des griefs, entre autres un processus de recours pour les communautés locales lorsque des activités peuvent avoir un impact négatif sur leur situation (en conformité avec le principe des droits de l'homme relatif à la responsabilisation et la primauté du droit)
- Indique comment les personnes touchées par le projet seront tenues informées du Mécanisme de responsabilisation du PNUD.

Question 2 : Quels sont les risques sociaux et environnementaux potentiels ?

36. Sous la Question 2, les utilisateurs décrivent brièvement les risques sociaux et environnementaux potentiels. Pour y répondre, ils devront tout d'abord compléter la Liste de contrôle du Diagnostic préalable des risques sociaux et environnementaux, qui inclut une série de questions binaires - auxquelles on ne peut répondre que par oui ou par non. Ces questions concernent les risques potentiels portant sur chacun des Principes des NES et des Normes au niveau des projets. Toutes les réponses « Oui » apportées à la liste de contrôle indiquent un risque potentiel.
37. Le Diagnostic de l'impact et des risques sociaux et environnementaux potentiels couvre toutes les activités présentées dans la documentation de projet, quelle que soient la source et le circuit des financements. L'exercice prévoit également un examen de l'impact direct et indirect potentiel dans la zone d'influence du projet.¹⁴ Ce processus inclut la revue des activités « en amont » (p. ex. le soutien à la planification, les prescriptions de politique et le renforcement des capacités) tout comme des activités « en aval » (p. ex. celles propres au site et les interventions physiques locales).
38. **Les activités de projet sont soumises à un Diagnostic afin de détecter leurs risques sociaux et environnementaux inhérents, indépendamment des mesures d'atténuation et de gestion prévues.** Il est nécessaire d'avoir une idée claire des risques inhérents potentiels, au cas où des mesures d'atténuation ne seraient pas mises en œuvre ou viendraient à échouer. Cela signifie que les risques doivent être identifiés (c.-à-d. un « Oui » coché dans la liste de contrôle) et quantifiés comme si aucune mesure d'atténuation ou de gestion ne devait être mise en place. Le « caractère gérable » des risques potentiels identifiés est ensuite prise en compte dans les étapes suivantes (voir Q3 ci-dessous).
39. Des descriptions concises des risques potentiels, identifiés dans la liste de contrôle qui s'y réfère, doivent être fournies en réponse à la Question 2. La description doit être aussi spécifique au projet (et non pas consister seulement en une reformulation du libellé de la liste de contrôle), et aussi courte que possible. Elle doit indiquer la cause (action/événement déclencheur) et l'impact potentiel (environnemental, social). Il est possible de résumer plusieurs risques connexes figurant dans la liste de contrôle en une seule description.

¹⁴ La zone d'influence d'un projet comprend (i) le ou les sites principaux du projet et les installations qui y sont associées (par ex. voies d'accès, pipelines, canaux, zones d'élimination), (ii) les installations connexes qui ne sont pas financées dans le cadre du projet, mais dont la viabilité et l'existence dépendent du projet (par ex. ligne de transmission pour raccorder une centrale hydroélectrique financée par le PNUD), (iii) des zones et communautés potentiellement touchées par les effets cumulatifs causés par les projets ou par d'autres développements prévus et/ou prévisibles dans la zone géographique (par ex. réduction du débit d'eau dans un bassin en raison de plusieurs retraits) et (iv) des zones et communautés potentiellement touchées par les effets induits par les activités non planifiées mais prévisibles découlant du projet, qui peuvent survenir ultérieurement ou à un autre endroit (par ex. de nouvelles routes dans des zones boisées intactes peuvent faciliter les installations, l'exploitation illégale de bois et les activités agricoles).

Question 3 : Quelle est l'ampleur des risques sociaux et environnementaux potentiels ?

40. La Question 3 demande aux utilisateurs d'estimer l'**ampleur** des risques sociaux et environnementaux potentiels identifiés lors de l'exercice de réponse à la Question 2 qui précède. À cette fin, les personnes chargées du Diagnostic préalable estiment aussi bien l'**impact** potentiel (c.-à-d. les conséquences si le risque venait à se matérialiser) que la **probabilité** (c.-à-d. la possibilité que le risque se matérialise) pour chacun des risques identifiés.
41. Les facteurs suivants doivent être pris en compte pour estimer l'impact potentiel :
- Type et emplacement : le projet sera-t-il situé dans un secteur à haut risque, ou comprend-il des composantes à haut risque ? La zone du projet est-elle considérée sensible (ex. zones fortement peuplées, à proximité d'un habitat essentiel, de territoires de peuples autochtones, zones protégées, etc.) ? (Voir l'annexe 2 pour une liste indicative des types de projets à Haut Risque)
 - Ampleur ou intensité : un impact pourrait-il provoquer la destruction ou une grave altération d'un élément ou système social ou environnemental, ou la détérioration du bien-être économique, social ou culturel d'un grand nombre de personnes ?
 - Caractère gérable : des mesures relativement simples et acceptées suffiront-elles pour éviter ou atténuer l'impact potentiel, ou au contraire une étude détaillée est-elle requise pour comprendre si l'impact peut être géré et quelles sont les mesures de gestion nécessaires ?
 - Durée : l'impact négatif sera-t-il de court terme (ex. uniquement durant la construction), moyen terme (ex. cinq ans) ou long terme (ex. plus de cinq ans) ?
 - Réversibilité : l'impact est-il réversible ou irréversible ?
 - Participation de la communauté : l'absence de participation de la communauté est un risque inhérent qui met en danger le succès ou la viabilité de tout projet. Les communautés touchées par le projet ont-elles été consultées lors de la planification et de la conception du projet ? Auront-elles un rôle important à jouer dans le projet à l'avenir ?
42. Les personnes chargées du Diagnostic préalable évaluent à la fois l'impact et la probabilité sur une échelle de 1 (négligeable) à 5 (extrême) pour chaque risque identifié. Les Tableaux 2 et 3 donnent des conseils à ce sujet.
43. La combinaison de l'impact et de la probabilité est ensuite utilisée pour déterminer l'ampleur globale de chaque risque identifié (Faible, Modéré, Substantiel ou Haut Risque) à l'aide du Tableau 4.

Tableau 2. Évaluer l'« impact » d'un risque

Classement	Évaluation	Impact social et environnemental
5	Extrême	Impact négatif considérable sur des populations humaines et/ou l'environnement. Impact négatif de grande ampleur et/ou géographiquement étendu (large surface, grand nombre de personnes, impact transfrontalier, impact cumulatif) et de longue durée (long terme, permanent et/ou irréversible) ; les surfaces concernées comprennent des zones de grande valeur ou sensibles (ex. écosystèmes précieux, habitats essentiels) ; impact négatif sur les droits, terres, ressources et territoires de peuples autochtones ; déplacement de population ou réinstallation de grande envergure ; quantités considérables d'émissions de gaz à effet de serre générées; impacts pouvant donner lieu à un conflit social important
4	Sévère	Impact négatif sur des personnes et/ou l'environnement d'ampleur, étendue spatiale et durée moyennes ou grandes, plus limité que l'impact extrême classé 5 (ex. impact prévisible, principalement temporaire, réversible). <i>Le risque potentiel d'impact des projets qui peut affecter les droits, terres, ressources et territoires et moyens de subsistance traditionnels des peuples autochtones doit être considéré au minimum comme potentiellement sévère et classé 4¹⁵</i>
3	Intermédiaire	Impact de moyenne ampleur, d'étendue (spécifique à un site) et de durée (temporaire) limitées, pouvant être évité, géré et/ou atténué à l'aide de mesures relativement simples et acceptées
2	Mineur	Impact très limité en termes d'ampleur (ex. zone affectée réduite, très petit nombre de personnes touchées) et de durée (courte), qui peut être facilement évité, géré et atténué
1	Négligeable	Impact négligeable ou inexistant sur les communautés, les personnes et/ou l'environnement

Tableau 3. Évaluer la « probabilité » d'un risque

Classement	Évaluation
5	Attendu
4	Très probable
3	Assez probable
2	Peu probable
1	Improbable

Tableau 4. Déterminer l'« ampleur » d'un risque

Impact	5	M	S	S	H	H
	4	F	M	S	S	H
	3	F	M	M	M	S
	2	F	F	F	M	M
	1	F	F	F	F	F
		1	2	3	4	5
Probabilité						
Faible, Modérée, Substantielle, Haute						

¹⁵ Voir la note d'orientation sur les NES - Norme 6, Peuples autochtones dans la [Boîte à Outils relative aux NES](#).

Question 4 : Quelle est la *Classification globale des risques sociaux et environnementaux du projet* ?

44. La Question 4 demande aux utilisateurs d'attribuer une catégorie globale de risque social et environnemental au projet. La catégorie de risque contribue à déterminer le niveau d'évaluation sociale et environnementale tout autant que des mesures de gestion requises (qui seront abordées dans la Question 5 qui suit).
45. Le PNUD reconnaît que les interventions en faveur du développement ont de plus en plus souvent lieu dans des contextes de risques sociaux et environnementaux conséquents. Travailler dans ces contextes à fort risque permet souvent d'augmenter les possibilités de provoquer un changement de fond en faveur du développement durable. Ainsi, la catégorie de risque d'un projet n'indique pas s'il est « bon » ou « mauvais ». L'exercice de Classification de risque a plutôt vocation à reconnaître les risques inhérents au contexte de développement et à l'intervention. L'objectif en est d'assurer que des mesures efficaces seront mises en place, afin de gérer et d'atténuer ces risques, et de justifier la légitimité de travailler dans ces contextes.
46. À l'issue de la PDES, la proposition de projet est classée dans l'une des catégories suivantes :
- **Faible Risque** : Projets comprenant des activités qui ne présentent pas ou peu de risques et/ou d'impact négatif sur le plan social et environnemental. Néanmoins, les Principes de programmation des NES et les exigences en matière d'engagement des parties prenantes s'appliquent quoi qu'il en soit aux activités du projet.
 - **Risque Modéré** : Projets comprenant des activités qui présentent potentiellement des risques et un impact négatif sur le plan social et environnemental, peu nombreux, dont la portée est limitée, largement réversibles, pouvant être identifiés avec une certitude raisonnable, et pouvant être traités au moyen de l'application de meilleures pratiques reconnues, de mesures d'atténuation et de l'engagement des parties prenantes durant la mise en œuvre du projet. Ces projets incluent aussi bien ceux dont les risques et les impacts sociaux et environnementaux sont très peu nombreux et bien compris, que ceux dont la mesure de l'ampleur des impacts considérés limités est encore imprécise, et qui réclament une évaluation et une planification de gestion plus poussées (voir le tableau 5).
 - **Risque Substantiel** : Projets comprenant des activités qui présentent potentiellement des risques et un impact négatif sur le plan social et environnemental plus variés ou plus complexes que ceux des projets à Risque Modéré, mais dont l'échelle reste limitée et qui sont de moindre ampleur que ceux des projets à Haut Risque (p. ex. réversible, prévisible, empreinte plus petite, moins de risque d'impacts cumulatifs). Les projets à Risque Substantiel sont ceux qui présentent des risques particuliers ayant été évalués comme étant « substantiels » (voir les tableaux 2-4). Ils peuvent également concerner des projets présentant une gamme variée de risques qualifiés de « modérés » qui incitent à prévoir des mesures d'évaluation et de gestion plus poussées. Le type de méthode d'évaluation des projets à Risque Substantiel peut varier selon la nature des risques et le type de projet. Une évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) ciblée peut cependant être requise, pour analyser la portée et les interactions des risques et des impacts potentiels. De même, pour les projets à Risque Substantiel qui privilégient des plans et des réformes politiques susceptibles d'entraîner des risques et des impacts sociaux et environnementaux négatifs, une évaluation stratégique environnementale et sociale ciblée peut être requise.
 - **Haut Risque** : Projets comprenant des activités qui présentent potentiellement des risques et un impact négatif considérables et/ou irréversibles sur le plan social et environnemental, ou qui

suscitent des inquiétudes considérables au sein des communautés et parmi les personnes potentiellement touchées, telles qu'exprimées lors du processus d'engagement des parties prenantes. Les activités à Haut Risque peuvent avoir un impact considérable sur les ressources physiques, biologiques, socioéconomiques ou culturelles. De telles répercussions peuvent aggraver des situations existantes de fragilité ou conflit, affectant les droits de l'homme, l'égalité hommes-femmes et/ou à la dégradation environnementale. Des formulaires d'évaluation et des plans de gestion exhaustifs s'avèrent nécessaires. L'Annexe 2 fournit une liste indicative des projets potentiellement à Haut Risque.

47. La Classification des projets est déterminée par la catégorie de risque la plus élevée détectée lors de la revue de tous les domaines de risque potentiels (tels qu'évalués dans la Question 3). Par exemple, si certains risques sont identifiés comme ayant une ampleur « Faible » ou « Modérée » et un seul risque est évalué comme « Haut », la classification globale du projet serait à « Haut » risque. Un projet comportant un ou plusieurs Risques « Substantiels » obtiendrait la Classification globale du projet à Risque « Substantiel ». Toutefois, dans les cas où le Diagnostic préalable identifie plusieurs risques d'ampleur modérée, les utilisateurs peuvent décider de classer le projet comme à Haut Risque, compte tenu de la nature cumulative des risques et/ou de la complexité de l'évaluation et de la gestion résultant d'un large éventail de risques.

Question 5 : Sur la base des risques identifiés et de leur ampleur, quelles exigences des NES s'appliquent ?

48. La Question 5 demande aux examinateurs de déterminer (a) quels types de mesures/plans d'évaluation et de gestion doivent être élaborés et appliqués au projet, compte tenu des risques identifiés lors du Diagnostic et de la Classification du projet concerné, et (b) quels Principes de programmation des NES (du point de vue du risque) et Normes au niveau du projet sont pertinents.
49. Le Diagnostic environnemental et social et l'évaluation déterminent les moyens d'éviter et, lorsque ce n'est pas possible, d'alors minimiser, atténuer ou gérer (en suivant cette séquence, c'est-à-dire la « hiérarchie des mesures d'atténuation ») les conséquences négatives, sans oublier de renforcer les effets positifs. Ce processus fait partie intégrante d'une bonne planification, conçue pour éviter une approche plus coûteuse qui consisterait à traiter les impacts et les risques au fur et à mesure qu'ils se présentent pendant la mise en œuvre du projet.
50. Sur la base de tous les risques identifiés et catégorisés comme d'ampleur modérée, substantielle ou élevée, il revient à ce stade de notifier les types de mesures/plans d'évaluation et de gestion requis, ainsi que les Principes de programmation des NES et les Normes au niveau des projets qui s'appliquent. Il convient de noter que les Principes de programmation sont applicables à tous les projets ; l'intention ici est d'indiquer si des risques spécifiques associés à l'un ou plusieurs Principes auraient été identifiés (par exemple, des violations potentielles des droits de l'homme). Il convient de noter que les risques associés au Principe de durabilité et de résilience sont abordés dans les Normes au niveau du projet.
51. Lorsqu'un projet est classé à Risque Modéré, Substantiel ou à Haut Risque, alors une certaine forme de Diagnostic de l'impact environnemental et social ainsi que de mesures de gestion et d'évaluation sera requise pour garantir la conformité avec les NES. Il convient en premier lieu de déterminer la portée du Diagnostic et de l'évaluation requis et adaptés à la nature des risques identifiés. Les examinateurs peuvent se référer à la [Note d'orientation sur les NES relative à l'évaluation et la gestion de l'impact environnemental et social](#) pour obtenir des directives plus détaillées sur les types d'évaluations et de plans de gestion. Le tableau 5 présente un aperçu approfondi des types généraux d'évaluations et de plans de gestion requis par les NES pour chaque niveau de Classification des projets, et des conseils supplémentaires sont fournis ci-dessous.

Tableau 5. Aperçu des niveaux de Classification des projets et des mesures/plans d'évaluation et de gestion globales

	Faible Risque	Risque Modéré		Risque Substantiel	Haut Risque
Impacts	Aucun/ mineurs	Très limités, bien compris, facilement atténuables	Limités, mais dont l'étendue n'est pas claire	Une gamme variée d'impacts limités mais plus complexes	Impacts importants et irréversibles ; préoccupations importantes des parties prenantes ; conflit potentiel
Évaluation	X	La PDES identifie les risques et les mesures de gestion directes	Évaluation(s) ciblée(s) (p. ex. évaluation des dangers, vérifications, études spéciales)	Une ESES ou EIES de portée appropriée	ESES ou EIES complète
Plan de Gestion	X	Intégrer des mesures de gestion dans le ProDoc	Mesures/plan de gestion ciblés ; plan de gestion initial si évaluation après le CEP	Calibrage de la portée appropriée du PGES ou du CGES lors de l'évaluation après le CEP	PGES ou CGES lors de l'évaluation après le CEP

EIES = Évaluation de l'impact environnemental et social

ESES = Évaluation stratégique environnementale et sociale

PGES = Plan de gestion environnementale et sociale

CGES = Cadre de gestion environnementale et sociale

Projets à Faible Risque

52. Lorsqu'un projet est classé comme étant à Faible Risque, aucune autre évaluation sociale et environnementale n'est requise. Toutefois, les Principes de programmation des NES continuent de s'appliquer et des mesures visant à renforcer les droits de l'homme et sensibles au genre doivent être incorporées. Les exigences en matière d'engagement des parties prenantes s'appliquent également. Lorsque les parties prenantes expriment des préoccupations concernant les aspects sociaux et environnementaux du projet, la Classification « Faible Risque » doit être soigneusement réexaminée (par exemple, des objections sérieuses pourraient justifier une nouvelle Classification).

Projets à Risque Modéré

53. Les projets à Risque Modéré peuvent requérir une analyse sociale et environnementale et une évaluation, limitées et ciblées, afin de déterminer de quelle manière l'impact potentiel identifié lors du Diagnostic peut être évité ou minimisé, atténué et géré lorsqu'il ne peut être évité. L'analyse subséquente peut identifier la nécessité d'une reclassification du projet comme à Haut Risque, et en conséquence d'une évaluation sociale et environnementale complète, afin de garantir que les exigences des NES soient prises en compte.

54. L'impact et les risques potentiels des projets à Risque Modéré seront généralement abordés au moyen de l'application de directives environnementales liées à leur emplacement, de normes de pollution, de critères de conception, de normes de construction et de bonnes pratiques internationales. Dans de tels cas, ces mesures directes peuvent être inscrites dans la PDES et incorporées dans le Document de projet.

55. Lorsque les Risques Modérés ne sont pas bien compris, des évaluations ciblées et des mesures/plans de gestion peuvent alors s'avérer nécessaires. Parmi les exemples d'éléments ciblés à évaluer, on peut citer

les données sociales de référence, l'analyse des disparités entre les hommes et les femmes, les audits relatifs à l'impact sur l'environnement, les audits en matière de travail, les évaluations des risques, les études sur les émissions de polluants atmosphériques et l'impact sur la qualité de l'air, les études sur le bruit et les vibrations, les études d'impact sur les ressources en eau, les enquêtes et évaluations sur la contamination, les études sur le transport routier le long des principaux couloirs de transport.

Projets à Risque Substantiel

56. Les projets à Risque Substantiel sont ceux qui présentent des risques sur le plan environnemental et social ayant été évalués comme « substantiels » (voir les tableaux 2-4). Le type de méthodologie et d'outils d'évaluation requis pour les projets de cette catégorie dépendra de la nature des risques/impacts potentiels et du type de projet. En règle générale, une évaluation ciblée de l'impact environnemental et social (EIES), dont il faudra cerner la portée, peut s'avérer nécessaire pour analyser le spectre des risques et des impacts qui ont été identifiés sur le plan environnemental et social. Une série d'outils d'évaluation choisis peut également être incorporée (voir ci-dessus). Parallèlement, une évaluation environnementale et sociale stratégique ciblée peut être utilisée pour évaluer les risques et les impacts potentiels des plans et des réformes politiques soutenus. Les EIES/ESES portant sur les projets à Risque Substantiel seront généralement moins approfondies que celle requise pour les projets à Haut Risque.

Projets à Haut Risque

57. Les projets à Haut Risque requièrent une évaluation sociale et environnementale complète et des mesures permettant d'éviter, d'atténuer et de gérer les risques. L'évaluation prend différentes formes en fonction du type de projet et de la nature des risques et impacts sur le plan environnemental et social.
58. Généralement, les risques et l'impact potentiels associés à des activités de projet « en amont » (qui impliquent un appui en matière de politique, des prescriptions de politique et des réformes, de vastes programmes de pays et/ou le renforcement des capacités) sont évalués à l'aide d'une évaluation stratégique environnementale et sociale (ESES). Une évaluation complète de l'impact environnemental et social (EIES) aborde généralement les risques et l'impact potentiels associés à des projets qui ont une empreinte physique (activités « en aval »). Les projets doivent respecter les recommandations de l'ESES/EIES.
59. Les projets à Haut Risque impliquent un effort plus intense et un soutien interne et externe supérieur que les autres catégories. Ces projets présentent généralement des risques complexes qui exigent la contribution de spécialistes de différentes disciplines, maîtrisant les techniques et les connaissances locales spécifiques requises pour les analyser. C'est pourquoi les NES demandent généralement de faire appel à des experts indépendants pour préparer les évaluations sociales et environnementales des projets à Haut Risque. En complément, il convient de solliciter un appui renforcé en interne, mettant à contribution des spécialistes des domaines thématiques du PNUD, afin de garantir que les évaluations ont la portée adéquate et répondent aux exigences qui s'appliquent. A cet effet, les Bureaux régionaux, les Centres régionaux et les spécialistes concernées au sein du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes devront être mobilisés. Conformément à la Politique ERM, les dossiers de tous les projets à Haut Risque élevé être considérés à haut niveau dans l'organigramme de l'organisation, afin de déterminer si un soutien régional ou ministériel supplémentaire est nécessaire, et si la responsabilité effective des risques doit être transférée à des niveaux plus élevés.

État d'avancement des évaluations et des plans de gestion

60. La Question 5 demande également des informations sur l'état d'avancement des évaluations et des plans de gestion requis. Différents scénarios sont possibles quant au moment où les évaluations et l'élaboration des mesures/plans de gestion doivent être effectuées dans le cadre de l'approbation des projets du

PNUD. Il convient de noter que ces scénarios ne s'excluent pas mutuellement (un projet du PNUD peut comporter des éléments des deux scénarios) :

- **Terminé** : Dans la mesure du possible, les évaluations et plans de gestion doivent être réalisés au cours de la phase de conception du projet, afin de documenter la conception et l'évaluation finales. Un plan d'initiation peut être élaboré pour inclure la préparation de ces évaluations. Dans d'autres cas, le PNUD peut être sollicité pour appuyer les composantes d'une initiative existante pour laquelle une évaluation a déjà été effectuée par le partenaire ou des tiers. En pareil cas, le PNUD s'appuie sur l'évaluation globale réalisée pour analyser la partie qu'il prendra en charge. Le PNUD devra s'assurer que l'évaluation et les mesures de gestion des activités dont le financement transite par ses comptes sont conformes aux NES et devra entreprendre une évaluation supplémentaire si ce n'est pas le cas.
- **Prévu : Mesures/plans d'évaluation et de gestion élaborés durant la mise en œuvre du projet.** Par exemple, le projet peut inclure des activités visant à réaliser une évaluation ou à soutenir une évaluation dirigée par un partenaire, visant également à appuyer un processus d'engagement des parties prenantes, dans une première phase de la mise en œuvre du projet, pour l'élaboration de stratégies et de programmes plus vastes dans un second temps. Dans ces cas, l'évaluation ou la contribution à une évaluation est considérée comme un produit du projet, et est financée par son budget. Lorsque l'évaluation conduit à une nouvelle Classification du projet, la PDES révisée doit être examinée par le Comité de gestion de projet ou par un processus CEP ultérieur, et le Registre des risques du projet doit être mis à jour en conséquence. ***Dans tous les cas, les évaluations sociales et environnementales et l'adoption des mesures d'atténuation et de gestion appropriées doivent intervenir, être divulguées et être débattues avec les parties prenantes avant la mise en œuvre de toute activité susceptible d'avoir un impact négatif sur le plan social et environnemental.*** Les activités qui ne peuvent débuter que lorsque les évaluations seront achevées doivent être clairement identifiées dans le Document de projet. Lorsqu'il existe un certain risque d'impacts environnementaux et sociaux, mais que l'identification et l'évaluation de ces risques n'est pas possibles avant la phase de mise en œuvre, il convient alors d'élaborer un cadre de gestion environnementale et sociale.

Principes de programmation et Normes au niveau des projets

61. La Question 5 vise également à déterminer clairement les Principes de programmation et les Normes au niveau du projet qui nécessitent une attention particulière dans le cadre du projet à l'étude. Pour tous les risques catégorisés comme d'ampleur modérée, substantielle ou élevée (à la Question 3), les Principes de programmation applicables (du point de vue du risque) et les Normes au niveau du projet concernées doivent être identifiés et soigneusement examinés pour s'assurer que les exigences pertinentes des NES sont intégrées dans la conception du projet. Les réponses à l'Annexe 1 - Liste de contrôle des risques sociaux et environnementaux, dûment remplies, aideront également à orienter les réponses à la Question 5. En effet toute réponse « Oui » indique l'applicabilité potentielle d'un Principe et/ou d'une Norme, en lien avec le risque identifié. En conclusion, c'est en réponse à la Question 5 que les examinateurs indiquent les Principes et les Normes qui sont appliquées pour le projet.

Question 6 : Décrire les mesures d'évaluation et de gestion pour tous les Risques classifiés Modérés, Substantiels ou Hauts Risques

62. Alors que la Question 5 porte sur les types de plans et de mesures d'évaluation et de gestion possibles pour le projet, ainsi que sur les Principes de programmation des NES (du point de vue des risques), et les Normes applicables au niveau du projet, la Question 6 invite les utilisateurs à fournir plus de détails sur les types spécifiques de mesures d'évaluation et de gestion des impacts environnementaux et sociaux nécessaires pour faire face à tous les risques identifiés, qu'ils soient modérés, substantiels ou élevés. Il s'agit d'informations contextuelles supplémentaires qui peuvent être saisies dans le Registre des risques du projet.
63. Les évaluations et les plans de gestion liés aux Principes et aux Normes peuvent être des instruments autonomes ou peuvent être intégrés au PGES ou au CGES du projet (au besoin). En ce qui concerne les exigences et les directives propres aux Normes, les examinateurs doivent consulter la section pertinente des NES et la [Boîte à Outils relative aux NES](#) qui met à disposition des liens vers des ressources connexes.

Signature du rapport de Diagnostic de l'impact environnemental et social de la PDES

64. Le renseignement de l'outil PDES produit le rapport de Diagnostic de l'impact environnemental et social. Dans le cadre de l'évaluation du projet, le rapport complet de la phase de conception doit être approuvé par les personnes suivantes :
- **Contrôleur de l'AQ** : Membre du personnel du PNUD responsable du projet, généralement un Administrateur de programme de l'organisation. La signature finale confirme que cette personne a vérifié que la PDES a été menée de manière adéquate.
 - **Approbateur de l'AQ** : Membre de la direction du PNUD, généralement Directeur de pays adjoint (DPA), Directeur de pays (DP), Représentant résident adjoint (RRA) ou Représentant résident (RR). L'Approbateur de l'AQ et le Contrôleur de l'AQ ne peuvent être la même personne. La signature finale confirme que cette personne a validé la PDES avant de la soumettre au CEP.
 - **Président du CEP** : Président du CEP en représentation du PNUD. Dans certains cas, le Président du CEP peut aussi être l'Approbateur de l'AQ. La signature finale confirme que la PDES a été envisagée dans le cadre de l'évaluation du projet et dans les recommandations du CEP.
65. Le rapport de Diagnostic complet effectué durant l'étape de conception doit être joint en annexe au Document de projet afin que le CEP puisse l'examiner.

Annexe 1 - Formulaire de Diagnostic de l'impact environnemental et social

Le Formulaire, un fois complété, constitue le rapport de Diagnostic de l'impact environnemental et social, et doit être joint en annexe au Document de projet lors de la phase de conception. Remarque : ce Formulaire annoté sera converti en outil en ligne. La version en ligne guidera les utilisateurs dans le processus et pourvoira des conseils en appui.

Informations sur le projet

Informations sur le projet	
1. Titre du projet	
2. Numéro de projet (c.-à-d. ID du projet Atlas, PIMS+)	
3. Emplacement (international/région/pays)	
4. Étape du projet (conception ou mise en œuvre)	
5. Date	

Partie A. Intégration des Principes généraux afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale

QUESTION 1 : Comment le projet intègre-t-il les Principes de programmation afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale ?
<i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet intègre l'approche axée sur les droits de l'homme</i>
<i>Décrivez brièvement dans l'espace ci-dessous la manière dont le projet est susceptible de favoriser l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes</i>
<i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet intègre la durabilité environnementale et la résilience</i>
<i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet renforce la responsabilisation envers les parties prenantes</i>

Partie B – Identifier et gérer les risques sociaux et environnementaux

QUESTION 2 : Quels sont les risques sociaux et environnementaux potentiels ? <i>Remarque : Renseignez l'Annexe 1 du PDES avant de répondre à la Question 2.</i>	QUESTION 3 : Quelle est l'ampleur des risques sociaux et environnementaux potentiels ? <i>Remarque : Répondez aux Questions 4 et 5 avant de passer à la Question 6</i>			QUESTION 6 : Décrire les mesures d'évaluation et de gestion pour tous les risques classifiés Modérés, Substantiels ou Hauts Risques	
Description du risque (ventilé par événement, cause, impact)	Impact et probabilité (1-5)	Ampleur (Faible, Modérée, Substantielle, Haute)	Commentaires (facultatif)		Décrire les mesures d'évaluation et de gestion pour les risques classifiés Modérés, Substantiels ou Hauts Risques
Risque 1 : ...	I = P =				
Risque 2 : ...	I = P =				
[ajouter des lignes supplémentaires au besoin]					
QUESTION 4 : Quelle est la Classification globale de risques du projet ?					
<i>Faible risque</i> <input type="checkbox"/>					
<i>Risque modéré</i> <input type="checkbox"/>					
<i>Risque substantiel</i> <input type="checkbox"/>					
<i>Haut risque</i> <input type="checkbox"/>					
QUESTION 5 : Sur la base des risques identifiés et de leur Classification, quelles exigences des NES s'appliquent ? (choisissez toutes les réponses qui correspondent)					
Question requise seulement pour les projets à Risque Modéré, Substantiel et Haut Risque					
<i>Une évaluation est-elle nécessaire ? (si « Oui », veuillez cocher)</i>					État ? (terminé, prévu)
<i>si oui, indiquer le type et l'état général</i>					
					<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>
<i>Des plans de gestion sont-ils exigés ? (si « Oui », veuillez cocher)</i>					<input type="checkbox"/>

	<i>si oui, indiquer le type général</i>	<input type="checkbox"/>	Plans de gestion ciblés (p. ex. plan d'action sur l'égalité hommes-femmes, plan d'intervention d'urgence, plan de gestion des déchets, autres)	
		<input type="checkbox"/>	PGES (Plan de gestion environnementale et sociale qui peut inclure un éventail de plans ciblés)	
		<input type="checkbox"/>	CGES (Cadre de gestion environnementale et sociale)	
	Sur la base des risques identifiés, quels sont les Principes ou les Normes au niveau du projet qui s'appliquent ?		Commentaires (non requis)	
	Principe général : Ne laisser personne de côté			
	Principe général : Droits de l'homme	<input type="checkbox"/>		
	Principe général : Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes	<input type="checkbox"/>		
	Principe général : Durabilité et Résilience			
	Principe général : Responsabilisation	<input type="checkbox"/>		
	Norme 1. Conservation de la biodiversité et Gestion durable des ressources naturelles	<input type="checkbox"/>		
	Norme 2. Changement climatique et risque de catastrophe	<input type="checkbox"/>		
	Norme 3. Santé, sécurité et protection des communautés	<input type="checkbox"/>		
	Norme 4. Patrimoine culturel	<input type="checkbox"/>		
	Norme 5. Déplacement de population et réinstallation	<input type="checkbox"/>		
	Norme 6. Peuples autochtones	<input type="checkbox"/>		
	Norme 7. Main-d'œuvre et conditions de travail	<input type="checkbox"/>		
	Norme 8. Prévention de la pollution et utilisation rationnelle des ressources	<input type="checkbox"/>		

Validation finale

Le Diagnostic final lors de la phase de conception n'est terminé que lorsque les personnes suivantes y apposent leur signature.

Signature	Date	Description
Contrôleur de l'AQ		Membre du personnel du PNUD responsable du projet, généralement un Administrateur de programme du PNUD. La signature finale confirme que cette personne a vérifié que la PDES a été menée de manière adéquate.
Approbateur de l'AQ		Membre de la direction du PNUD, généralement Directeur de pays adjoint (DPA), Directeur de pays (DP), Représentant résident adjoint (RRA) ou Représentant résident (RR). L'Approbateur de l'AQ et le Contrôleur de l'AQ ne peuvent être la même personne. La signature finale confirme que cette personne a validé la PDES avant de la soumettre au CEP.
Président du CEP		Président du CEP du PNUD. Dans certains cas, le président du CEP peut aussi être l'Approbateur de l'AQ. La signature finale confirme que la PDES a été envisagée dans le cadre de l'évaluation du projet et dans les recommandations du CEP

Annexe 1 de la PDES - Liste de contrôle du Diagnostic préalable des risques sociaux et environnementaux

Liste de contrôle sur les <u>risques</u> sociaux et environnementaux potentiels		
<p>INSTRUCTIONS : la liste de contrôle du Diagnostic préalable des risques servira à répondre aux Questions 2-6 du Formulaire de Diagnostic. Les réponses aux questions de la liste de contrôle permettent (1) d'identifier des risques potentiels, (2) de déterminer la Classification globale des risques du projet et (3) de déterminer le niveau requis d'évaluation et de mesures de gestion. Voir la Boîte à Outils relative aux NES pour plus d'informations sur les questions du Diagnostic.</p>		
<p>Principe général : Ne laisser personne de côté</p> <p>Droits de l'homme</p>		Réponse (Oui/Non)
P.1	Les communautés locales ou des individus ont-ils manifesté des inquiétudes concernant le projet (par exemple, au cours du processus de participation des parties prenantes, par des mécanismes de recours, par des déclarations publiques) ?	
P.2	Existe-t-il un risque que les « détenteurs de devoirs » (par exemple, les organismes gouvernementaux) n'aient pas la capacité de remplir leurs obligations dans le cadre du projet ?	
P.3	Existe-t-il un risque que les « titulaires de droits » (par exemple, les personnes affectées par le projet) n'aient pas la capacité de faire valoir leurs droits ?	
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
P.4	d'avoir un impact négatif sur l'exercice des droits de l'homme (civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels) de la population affectée, et particulièrement des groupes marginalisés ?	
P.5	d'avoir un impact négatif inéquitable ou discriminatoire sur les populations affectées, particulièrement les personnes en situation de pauvreté ou les individus ou groupes marginalisés ou exclus, y compris les personnes handicapées ? ¹⁶	
P.6	de restreindre la disponibilité, la qualité et l'accessibilité de ressources ou de services de base, particulièrement pour les personnes ou groupes marginalisés, y compris les personnes handicapées ?	
P.7	d'aggraver les conflits et/ou le risque de violence parmi les communautés et les personnes touchées par le projet ?	
<p>Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes</p>		
P.8	Les groupes de femmes et/ou leurs responsables/représentantes ont-ils eu la possibilité de soulever des inquiétudes concernant le projet (par exemple, au cours du processus de participation des parties prenantes, par des mécanismes de recours, par des déclarations publiques) ?	
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
P.9	d'avoir un impact négatif sur l'égalité hommes-femmes et/ou la situation des femmes et des filles ?	
P.10	de reproduire des discriminations fondées sur le genre à l'encontre des femmes, particulièrement en ce qui concerne la participation dans la conception ou la mise en œuvre ou l'accès aux opportunités et aux bénéfices ?	
P.11	de limiter la capacité des femmes à utiliser, développer et protéger des ressources naturelles en prenant en compte des rôles et positions différents des femmes et des hommes dans l'accès aux biens et services	

¹⁶ Les motifs de discrimination proscrits comprennent l'origine, l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge, la langue, le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la religion, les convictions politiques ou autres opinions, l'origine nationale, sociale ou géographique, la fortune, la naissance ou une autre condition, y compris celle de personne autochtone ou membre d'une minorité. Toute référence aux « femmes et hommes », ou à un terme similaire, est comprise comme incluant les femmes et les hommes, les garçons et les filles et d'autres groupes discriminés sur la base de leur orientation sexuelle, tels que les personnes transgenres et les transsexuels.

	environnementaux ? <i>Par exemple, les activités qui peuvent provoquer la dégradation ou l'appauvrissement des ressources naturelles dans les communautés dont les moyens de subsistance et le bien-être dépendent de ces ressources</i>	
P.12	d'exacerber les risques de violence fondée sur le genre ? <i>Par exemple, par l'afflux de travailleurs externes dans une communauté, des changements dans la dynamique du rapport de force au sein de la communauté et des ménages, une exposition accrue à des lieux publics et/ou des transports non sécurisés, etc.</i>	
Durabilité et résilience : Les questions relatives au Diagnostic des risques concernant la durabilité et à la résilience sont couvertes par les questions portant sur les normes spécifiques ci-dessous.		
Responsabilisation		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
P.13	d'entraîner l'exclusion des parties prenantes potentiellement concernées, en particulier les groupes marginalisés et les personnes exclues (y compris les personnes handicapées), de la pleine participation aux décisions qui peuvent les concerner ?	
P.14	de soulever des plaintes, griefs ou objections de la part des parties prenantes potentiellement concernées ?	
P.15	de générer des risques de représailles contre les parties prenantes qui expriment des préoccupations ou des plaintes, ou qui cherchent à participer au projet ou à obtenir des renseignements sur celui-ci ?	
Normes au niveau des projets		
Norme 1 : Conservation de la biodiversité et Gestion durable des ressources naturelles		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
1.1	d'avoir un impact négatif sur les habitats (ex. habitats modifiés, naturels et essentiels) et/ou sur les écosystèmes et les services écosystémiques ? <i>Par exemple, risque de perte, de dégradation et de fragmentation d'habitats, de changements hydrologiques</i>	
1.2	de comporter des propositions d'activités au sein ou à proximité d'habitats essentiels et/ou de zones sensibles d'un point de vue environnemental, y compris des zones protégées par la loi (ex. réserve naturelle, parc national), des zones proposées pour être protégées ou reconnues comme telles par des sources faisant autorité et/ou les peuples autochtones ou les communautés locales ?	
1.3	d'impliquer des changements portant sur l'utilisation des terres et de ressources qui peuvent avoir un impact négatif sur les habitats, les écosystèmes et/ou les moyens de subsistance ? (Remarque : si des restrictions et/ou des limitations d'accès aux terres s'appliquent, consultez la Norme 5.)	
1.4	de poser des risques pour les espèces menacées d'extinction (p. ex. réduction, empiètement sur l'habitat) ?	
1.5	d'aggraver le commerce illégal de la faune et de la flore sauvages ?	
1.6	d'introduire des espèces exotiques envahissantes ?	
1.7	d'avoir un impact négatif sur les sols ?	
1.8	d'impliquer l'exploitation des forêts naturelles, le développement de plantations ou des activités de reforestation ?	
1.9	d'augmenter considérablement la production agricole ?	
1.10	d'impliquer la production et/ou l'exploitation de populations de poissons ou d'autres espèces aquatiques ?	
1.11	d'impliquer l'extraction, la dérivation ou la retenue considérables d'eau de surface ou souterraine ?	

	<i>Par exemple, construction de barrages, réservoirs, bassins hydrographiques, extraction d'eau souterraine</i>	
1.12	d'impliquer la manipulation ou l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ou d'organismes vivants modifiés ? ¹⁷	
1.13	d'impliquer l'utilisation de ressources génétiques ? (p. ex. collecte et/ou exploitation, développement commercial) ¹⁸	
1.14	de générer des problèmes environnementaux transfrontaliers ou à l'échelle de la planète ?	
Norme 2 : Changement climatique et risque de catastrophe		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
2.1	de concerner des zones sujettes à des risques tels que les tremblements de terre, les inondations, les glissements de terrain, les vents violents, les ondes de tempête, les tsunamis ou les éruptions volcaniques ?	
2.2	de produire des résultats et conséquences sensibles ou vulnérables aux impacts potentiels du changement climatique ou aux catastrophes ? <i>Par exemple, en raison de l'augmentation des précipitations, des périodes de sécheresse, de la température, de la salinité, d'événements extrêmes, tremblements de terre</i>	
2.3	de conduire à une augmentation directe ou indirecte de la vulnérabilité aux impacts du changement climatique ou aux catastrophes, que ce soit dans le présent ou à l'avenir (également connues sous le nom de pratiques inadaptées) ? <i>Par exemple, des modifications apportées à l'aménagement du territoire peuvent favoriser la poursuite de la construction dans les plaines inondables, ce qui pourrait accroître la vulnérabilité de la population aux changements climatiques, en particulier aux inondations</i>	
2.4	d'augmenter les émissions de gaz à effet de serre, de carbone noir ou d'autres facteurs de changement climatique ?	
Norme 3 : Santé, sécurité et protection des communautés		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
3.1	d'impliquer le développement d'infrastructures et/ou de construction (ex. barrages, routes, bâtiments) ? (Remarque : le FEM ne finance pas les projets qui impliqueraient la construction ou la remise en état de barrages complexes ou de grande taille)	
3.2	d'engendrer une pollution de l'air, du bruit, des vibrations, de la circulation, des blessures, des risques physiques, une mauvaise qualité des eaux de surface due au ruissellement, à l'érosion, à l'assainissement ?	
3.3	d'entraîner des dommages ou des préjudices en raison de la défaillance d'éléments structurels du projet (par exemple, l'effondrement de bâtiments ou d'infrastructures) ?	
3.4	d'accroître les maladies transmises par l'eau ou d'autres maladies à transmission vectorielle (par exemple, des habitats de reproduction temporaires), les maladies transmissibles et non transmissibles, les troubles nutritionnels ou liés à la santé mentale ?	
3.5	de faire appel au transport, au stockage, à l'utilisation et/ou à l'élimination de matières dangereuses ou nocives (p. ex. explosifs, carburant et autres produits chimiques pendant la construction et l'exploitation) ?	
3.6	de produire des impacts négatifs sur les écosystèmes et les services écosystémiques utiles à la santé des communautés (p. ex. alimentation, purification des eaux de surface, zones tampons naturelles contre les inondations) ?	
3.7	d'entraîner un afflux de travailleurs liés au projet dans les zones concernées par le projet.	

¹⁷ Voir la [Convention sur la diversité biologique](#) et son [Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques](#).

¹⁸ Voir la [Convention sur la diversité biologique](#) et son [Protocole de Nagoya](#) sur l'accès et le partage des avantages découlant de l'utilisation de ressources génétiques.

3.8	l'engagement d'agents de sécurité pour protéger les installations et les biens ou pour appuyer les activités du projet ?	
Norme 4 : Patrimoine Culturel		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
4.1	de comporter des activités à proximité ou à l'intérieur d'un site du Patrimoine Culturel ?	
4.2	d'engendrer des excavations, des démolitions, des mouvements de terre, des inondations ou d'autres modifications significatives sur l'environnement ?	
4.3	d'avoir un impact négatif sur des sites, structures ou objets présentant une valeur historique, culturelle, artistique, traditionnelle ou religieuse ou des formes immatérielles de Patrimoine Culturel (ex. connaissances, innovations, pratiques) ? (Remarque : les projets visant à protéger et conserver le Patrimoine Culturel peuvent également générer un impact négatif involontaire.)	
4.4	d'entraîner des modifications des paysages et des caractéristiques naturelles ayant une importance culturelle ?	
4.5	d'utiliser des formes matérielles et/ou immatérielles de Patrimoine Culturel (ex. pratiques, savoirs traditionnels) à des fins commerciales ou autres ?	
Norme 5 : Déplacement de population et réinstallation		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
5.1	d'impliquer un déplacement physique temporaire ou permanent et complet ou partiel (y compris de personnes qui n'ont pas de revendications territoriales légalement reconnues) ?	
5.2	d'induire un déplacement économique (ex. perte de biens ou de l'accès à des ressources due à l'acquisition de terres ou des restrictions d'accès — même en l'absence de réinstallation physique) ?	
5.3	d'être à l'origine d'expulsions ? ¹⁹	
5.4	d'affecter des dispositions relatives au régime foncier et/ou des droits de propriété communautaires/droits coutumiers à des terres, territoires et/ou ressources ?	
Norme 6 : Peuples autochtones		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
6.1	d'affecter des zones où se trouvent des peuples autochtones (y compris la zone d'influence du projet) ?	
6.2	d'impliquer des activités sur des terres ou des territoires revendiqués par des peuples autochtones ?	
6.3	d'affecter (de manière positive ou négative) les droits humains, les terres, les ressources naturelles, les territoires et les moyens de subsistance traditionnels de peuples autochtones (indépendamment du fait qu'ils en détiennent ou non les titres de propriété, que le projet soit situé sur ou en dehors des terres et territoires habités par les populations affectées, ou que les peuples autochtones soient reconnus comme tels par le pays en question) ? <i>Si la réponse à la question de sélection 6.3 est « oui », alors les exigences de la norme 6 s'appliquent et l'importance potentielle des risques liés aux impacts sur les peuples autochtones doit être modérée ou supérieure.ⁱ</i>	

¹⁹ L'expulsion forcée est définie ici comme le déplacement permanent ou temporaire, contre leur volonté, d'individus, de familles ou de communautés de domiciles et/ou terres qu'ils occupaient sans bénéficier ni avoir accès à des formes appropriées de protection juridique ou autre. Les expulsions forcées constituent des violations flagrantes d'une série de droits humains internationalement reconnus.

ⁱ * Note : révisé en juillet 2022, modifiant la présomption d'importance du risque de Substantiel ou plus à Modéré ou plus..

6.4	de conduire à l'absence de consultations respectueuses de la culture, menées dans l'objectif d'obtenir le CPLE sur des questions qui touchent les droits et intérêts, terres, ressources, territoires et moyens de subsistance traditionnels des peuples autochtones concernés ?	
6.5	d'impliquer l'utilisation et/ou le développement commercial de ressources naturelles sur des terres et territoires revendiqués par des peuples autochtones ?	
6.6	de comporter un risque d'expulsion ou le déplacement économique complet ou partiel de peuples autochtones, y compris par des restrictions d'accès aux terres, territoires et ressources ? <i>Considérez et, le cas échéant, assurez la cohérence avec les réponses fournies dans le cadre de la norme 5 ci-dessus</i>	
6.7	d'affecter les priorités de développement des peuples autochtones telles qu'ils les définissent ?	
6.8	de mettre en péril la survie physique et culturelle des peuples autochtones ?	
6.9	d'affecter le patrimoine culturel des peuples autochtones, y compris par la commercialisation ou l'utilisation de leurs connaissances et pratiques traditionnelles ? <i>Considérez et, le cas échéant, assurez la cohérence avec les réponses fournies dans le cadre de la Norme 4 ci-dessus</i>	
Norme 7 : Main-d'œuvre et conditions de travail		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible : (NB: s'applique aux travailleurs du projet et du prestataire)</i>		
7.1	de créer des conditions de travail qui ne respectent pas la législation nationale du travail et les engagements internationaux ?	
7.2	de créer des conditions de travail susceptibles de porter atteinte à la liberté d'association et à la négociation collective ?	
7.3	de conduire à l'utilisation du travail des enfants ?	
7.4	de conduire à l'utilisation du travail forcé ?	
7.5	de créer des conditions de travail discriminatoires et/ou l'absence d'égalité des chances ?	
7.6	de provoquer des risques pour la santé et la sécurité au travail en raison de dangers physiques, chimiques, biologiques et psychosociaux (y compris la violence et le harcèlement) tout au long du cycle de vie du projet ?	
Norme 8 : Prévention de la pollution et utilisation rationnelle des ressources		
<i>Le projet peut-il ou est-il susceptible :</i>		
8.1	de provoquer le rejet de polluants dans l'environnement, en raison de circonstances normales ou inhabituelles, risquant d'avoir un impact négatif local, régional et/ou transfrontalier	
8.2	de générer des déchets (dangereux ou inoffensifs) ?	
8.3	d'impliquer la fabrication, le commerce, le rejet et/ou l'utilisation de matières et/ou produits chimiques dangereux ?	
8.4	d'impliquer l'utilisation de produits chimiques ou matières faisant l'objet d'interdictions internationales ou d'un retrait progressif ? <i>Par exemple, le DDT, les PCB et d'autres produits chimiques répertoriés dans des conventions internationales suivantes : Protocole de Montréal, Convention de Minamata, Convention de Basel, Convention de Rotterdam, Convention de Stockholm</i>	
8.5	d'impliquer l'application de pesticides qui peuvent avoir un effet négatif sur l'environnement ou la santé humaine ?	
8.6	de générer des activités qui utilisent des quantités importantes de matières premières, énergie et/ou eau ?	

Annexe 2 - Liste indicative d'activités à Haut Risque social et environnemental

Les types d'activités suivants peuvent avoir un impact négatif et des risques sociaux et environnementaux considérables et/ou irréversibles et doivent être classifiés à Haut Risque. Ces activités peuvent avoir un impact négatif considérable sur des ressources physiques, biologiques, socioéconomiques ou culturelles, et peuvent susciter des inquiétudes considérables au sein des communautés et parmi les personnes potentiellement touchées. De telles répercussions négatives peuvent porter sur des questions relatives aux droits de l'homme, à l'égalité hommes-femmes et/ou à la durabilité environnementale. Les activités à Haut Risque requièrent généralement la réalisation d'une évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) ou d'une évaluation stratégique environnementale et sociale (ESES) exhaustives. Une évaluation de l'impact négatif des activités à Haut Risque – y compris l'impact direct, indirect, cumulatif ou induit – doit prendre en compte l'impact et les risques potentiels au sein de la zone d'influence de l'activité.

Des *exemples indicatifs* de types d'activités qui doivent généralement être classifiées comme à Haut Risque sont présentés ci-dessous. Toutefois, la Classification finale de chaque projet dépend de la nature et de la portée de tout impact négatif social et environnemental potentiel ou réel, telles que déterminées par les caractéristiques de sa conception, de son fonctionnement et de son emplacement. Cette liste n'est pas exhaustive ; d'autres activités qui ne sont pas répertoriées peuvent également aboutir à une Classification à Haut Risque. Un impact négatif et des risques potentiels peuvent découler de projets qui sont spécifiques à un site et impliquent des interventions physiques (activités « en aval »), ainsi que d'activités « en amont » impliquant une planification, des politiques et/ou une réforme sectorielle et le renforcement des capacités. Des exemples de cas de projets du PNUD à Haut Risque seront mis à disposition dans la [Boîte à Outils relative aux NES](#).

Projets présentant un impact négatif considérable sur le plan social et/ou environnemental

- Projets qui peuvent avoir un impact négatif social considérable sur les communautés locales ou d'autres parties touchées par ces projets
- Projets qui peuvent impliquer d'importants déplacements de population et/ou réinstallation²¹
- Projets qui peuvent avoir un impact négatif sur les droits, les terres, les ressources et les territoires de peuples autochtones
- Projets qui peuvent avoir un impact négatif sur des habitats essentiels
- Projets qui peuvent avoir un impact négatif considérable sur le Patrimoine Culturel

Activités d'extraction et d'exploitation

- Activités d'extraction d'eaux souterraines ou systèmes de restitution artificielle d'eaux souterraines dans les cas où le volume annuel d'eau à extraire ou à restituer est supérieur ou égal à 10 millions de mètres cubes
- Exploitation commerciale des plantations d'arbres à l'échelle industrielle
- Exploitation forestière à grande échelle ou déforestation de grandes superficies
- Extraction de tourbe à grande échelle

²¹ D'importants déplacements et/ou réinstallations font ici référence à leur échelle potentielle. Les projets qui impliquent une réinstallation physique et/ou un déplacement économique sont généralement considérés d'office comme à Haut Risque. Toutefois, lorsque le déplacement potentiel et/ou la réinstallation sont minimes, le PNUD peut déterminer que ses exigences peuvent être remplies à l'aide de l'application de meilleures pratiques standard et de mesures d'atténuation sans nécessité d'une EIES complète.

- Carrières à grande échelle et exploitation à ciel ouvert, et transformation de minerais métalliques ou de charbon

Projets impliquant des terres, des activités agricoles et du bétail

- Opérations de restauration des terres ou de dragage des fonds marins à grande échelle
- Agriculture primaire à grande échelle, ou boisement ou reboisement impliquant une intensification, un changement dans l'utilisation des terres ou la conversion d'habitats essentiels, des aspects prioritaires de la biodiversité et/ou des habitats essentiels
- Installations industrielles de production de pâte à papier, de papier et de carton à partir de bois ou de matériaux fibreux analogue
- Installations d'élevage intensif de volaille ou de bétail
- Installations de tannage des cuirs et peaux lorsque la capacité de traitement dépasse 12 tonnes de produits finis par jour

Infrastructures à grande échelle (construction et/ou expansion)

- Construction d'autoroutes, de voies express et de voies ferrées, d'aéroports, de nouvelles routes à quatre voies ou plus, réalignement et/ou élargissement de routes existantes à plus de quatre voies sur au moins 10 km d'affilée
- Grands ports maritimes et fluviaux, voies d'eau et ports de navigation intérieurs, ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés aux ports terrestres ou offshore (à l'exclusion des quais d'accostage)
- Grands barrages, barrages complexe²² et autres ouvrages importants de retenue ou de stockage permanent d'eau, notamment pour des projets hydroélectriques, l'irrigation ou le réseau municipal d'approvisionnement en eau

Projets d'énergie et de carburant de grande échelle, y compris la transmission/transport (construction et/ou expansion)

- Raffineries de pétrole brut
- Centrales thermiques et autres installations de combustion (dont la puissance thermique est supérieure ou égale à 300 mégawatts)
- Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales
- Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques
- Canalisations, terminaux et installations connexes de transport de masse de gaz, de pétrole et de produits chimiques
- Construction de lignes électriques aériennes, souterraines ou sous-marines de haute tension
- Installations d'énergie éolienne à grande échelle à des fins de production d'énergie (parcs éoliens)
- Installations pour le captage des flux de CO₂ (généralement supérieur ou égal à 1,5 mégatonne) et construction de sites pour le stockage géologique du CO₂

Projets impliquant le traitement de déchets et des produits chimiques

- Installations de transformation et d'élimination de déchets pour l'incinération, le traitement chimique ou la mise en décharge de déchets toxiques et dangereux

²² Les grands barrages sont définis comme ayant une hauteur supérieure ou égale à 15 mètres. Les barrages d'une hauteur comprise entre 5 et 15 mètres et ayant un réservoir de plus de 3 millions de mètres cubes sont également classés comme grands barrages. Les barrages complexes ont une hauteur comprise entre 10 et 15 mètres et une conception inhabituelle, par exemple les ouvrages qui doivent faire face à des débits de crue particulièrement importants, qui sont situés dans une zone de grande sismicité, qui présentent des difficultés particulières de fondation, ou destinés à la rétention des matériaux toxiques.

- Installations d'élimination de déchets à grande échelle pour l'incinération ou le traitement chimique de déchets non dangereux (généralement avec une capacité supérieure à 100 tonnes par jour)
- Installations municipales de traitement des eaux usées d'une capacité supérieure à 150 000 équivalents habitant
- Installations municipales de traitement et d'élimination des déchets solides
- Installations chimiques, c'est-à-dire installation de fabrication à échelle industrielle de substances par des procédés de conversion chimique, dans lesquelles plusieurs unités sont juxtaposées et reliées les unes aux autres pour la production de produits chimiques organiques de base, de produits chimiques inorganiques de base, d'engrais phosphoreux, azotés ou potassiques (engrais simples ou composés), de produits phytosanitaires de base et de biocides ou de produits pharmaceutiques de base utilisant des procédés chimiques ou biologiques

Autre

- Développement du tourisme à grande échelle et du commerce de détail.